




































MEDIENSPIEGEL





21.09.2018

Schweizerische Offiziersgesellschaft
Generalsekretariat SOG
Kapellenstrasse 14
Postfach
3001 Bern

Lieferschein-Nr.: 11047579 Ausschnitte: 39
Auftrag: 3007490 Folgeseiten: 56
Themen-Nr.: 330.3 Total Seitenzahl: 95

	21.09.2018	20min.ch Défense aérienne: le projet du Conseil fédéral divise	01
	21.09.2018	24heures.ch Défense aérienne: le projet du Conseil fédéral divise	03
	21.09.2018	agefi.com Avions de combat: le projet arrêté du Conseil fédéral divise	05
	21.09.2018	ATS / Agence Télégraphique Suisse Avions de combat: le projet d'arrêté du Conseil fédéral divise	07
	21.09.2018	awp Finanznachrichten Politik uneins über Pläne des Bundesrats für Schutz des Luftraums	09
	21.09.2018	lematin.ch Défense aérienne: le projet du Conseil fédéral divise	11
	21.09.2018	SDA / Schweizerische Depeschenagentur Politik uneins über Pläne des Bundesrats für Schutz des Luftraums	13
	21.09.2018	tdg.ch Défense aérienne: le projet du Conseil fédéral divise	15
	20.09.2018	20min.ch «Der Armee droht ein Fiasko»	17
	20.09.2018	Berner Zeitung / Ausgabe Stadt+Region Bern «Der Armee droht ein Fiasko»	22
	20.09.2018	bernerzeitung.ch «Der Armee droht ein Fiasko»	24
	20.09.2018	Der Bund «Der Armee droht ein Fiasko»	27
	20.09.2018	Der Landbote «Der Armee droht ein Fiasko»	29
	20.09.2018	derbund.ch «Der Armee droht ein Fiasko»	31
	20.09.2018	Freiburger Nachrichten «Der Armee droht ein Fiasko»	34

	20.09.2018	Tages-Anzeiger «Der Armee droht ein Fiasko»	36
	20.09.2018	tagesanzeiger.ch «Der Armee droht ein Fiasko»	38
	20.09.2018	Zürcher Oberländer «Der Armee droht ein Fiasko»	41
	20.09.2018	Zürcher Unterländer / Neues Bülacher Tagblatt «Der Armee droht ein Fiasko»	43
	20.09.2018	Zürichsee-Zeitung / Bezirk Meilen «Der Armee droht ein Fiasko»	45
	19.09.2018	Zürichsee-Zeitung / Bezirk Meilen «Ein unsägliches Bild»	47
	18.09.2018	Bärnerbär Die Schützen sind auch wichtige Stützen	48
	18.09.2018	Reussbote Offiziersgesellschaft feiert mit Parmelin	51
	17.09.2018	Aargauer Zeitung / Aarau-Lenzburg-Zofingen «Es gelingt zu vielen, den Dienst zu umgehen»	52
	17.09.2018	Aargauer Zeitung / Aarau-Lenzburg-Zofingen Gedenkfeier zur Erinnerung an eine schwere Zeit	55
	17.09.2018	Aargauer Zeitung / Gesamt Regio Offiziersgesellschaft feiert mit Parmelin	57
	17.09.2018	aargauerzeitung.ch Bundesrat Guy Parmelin bemängelt beim Besuch im Aargau: «Es gelingt zu vielen, d ...	58
	17.09.2018	bazonline.ch Parmelin bemängelt Opferbereitschaft der Jungen	64
	17.09.2018	bernerzeitung.ch Parmelin: «Es gelingt zu vielen, den Dienst zu umgehen»	66
	17.09.2018	derbund.ch Parmelin bemängelt Opferbereitschaft der Jungen	68
	17.09.2018	landbote.ch Parmelin bemängelt Opferbereitschaft der Jungen	70
	17.09.2018	limmattalerzeitung.ch Bundesrat Guy Parmelin bemängelt beim Besuch im Aargau: «Es gelingt zu vielen, d ...	72
	17.09.2018	nachrichten.ch.msn.com Parmelin bemängelt Opferbereitschaft der Jungen	78
	17.09.2018	solothurnerzeitung.ch Bundesrat Guy Parmelin bemängelt beim Besuch im Aargau: «Es gelingt zu vielen, d ...	80
	17.09.2018	tagesanzeiger.ch Parmelin bemängelt Opferbereitschaft der Jungen	86

	17.09.2018	zsz.ch Parmelin bemängelt Opferbereitschaft der Jungen	88
	17.09.2018	zuonline.ch Parmelin bemängelt Opferbereitschaft der Jungen	90
	16.09.2018	aargauerzeitung.ch Gedenkfeier im Wald zur Erinnerung an eine schwere Zeit	92
	31.08.2018	La Turrita La Società Ticinese di Artiglieria compie cinquant'anni	94

Suisse 21 septembre 2018 10:06; Act: 21.09.2018 10:21

Défense aérienne: le projet du Conseil fédéral divise

Dans un projet d'arrêté, le Conseil Fédéral divise en voulant lier l'achat d'un avion de combat au renouvellement de la défense sol-air.



Un avion militaire F/A-18 des Forces aériennes de l'armée suisse. (Photo: Keystone/JEAN-CHRISTOPHE BOTT)

Le projet d'arrêté du Conseil fédéral pour renouveler la défense aérienne de la Suisse divise. L'idée de soumettre l'achat d'un avion de combat au peuple est plébiscitée. Mais celle de lier dans un même paquet référendaire cet achat avec le renouvellement de la défense sol-air est vue comme une erreur par certains.

L'achat d'un nouveau système de défense sol-air n'est pas contesté - sauf par le PS qui le juge dangereux - contrairement à l'acquisition d'avions de combat, constatent le PLR et le PDC à l'issue de la consultation qui se termine samedi. Il peut être développé dans le cadre du programme d'armement ordinaire.

Deux projets liés

Il aurait donc été préférable de séparer formellement les deux sujets, même s'il sont liés stratégiquement. Pour le PDC, tout le paquet risque d'être rejeté.

Politiquement, il est compréhensible que l'achat d'un nouvel avion soit soumis à référendum, même si les acquisitions militaires ne le sont en principe pas, vu que le peuple a déjà pu se prononcer sur les deux précédentes achats. Un avis partagé par plusieurs cantons.



En liant les deux sujets, le Conseil fédéral ouvre la voie à des référendums financiers sélectifs pour des projets d'armement, mettent en garde le PDC et le PLR. Les deux partis rejettent par conséquent le projet d'arrêté.

L'UDC veut plus de moyens

Les Verts et le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) sont également opposés à l'idée de lier achat d'un avion et défense sol-air dans le même paquet.

Mais surtout, ils trouvent problématique que le Conseil fédéral réclame plusieurs milliards pour l'achat de matériel dont on ne connaît ni le type, ni la quantité ni le coût. Et cela quatre ans après que les citoyens ont refusé l'achat d'avions Gripen pour 3,1 milliards.

Pour le PS, les 8 milliards prévus sont bien trop élevés. La moitié de cette somme suffirait à assurer la sécurité aérienne. Pour le camp rose-vert, la Suisse peut assurer sa sécurité aérienne en prolongeant la durée d'utilisation de 12 F/A 18. A l'instar du PS, le GSSA regrette que l'achat d'avions de combat légers, moins chers, n'ait pas été envisagé.

A l'inverse, l'UDC estime que les 8 milliards ne sont pas suffisants et réclame au moins 900 millions par an durant dix ans. Pour l'Association de politique de sécurité et de science militaire, au moins 9 milliards de francs sont nécessaires. Les Verts libéraux approuvent quant à eux aussi bien le budget fixé que la procédure choisie.

Affaires compensatoires

La Société suisse des officiers (SSO), la faïtière de l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux Swissmem et l'Association de politique de sécurité et de science militaire soutiennent l'exigence faite aux fournisseurs étrangers retenus de compenser intégralement la valeur contractuelle par des affaires compensatoires en Suisse.

Le maintien voire le développement de technologies de pointe liées à la défense en Suisse sont essentiels, estiment la SSO et Swissmem. Cette dernière insiste pour que les fournisseurs étrangers aient l'obligation de fournir des marchés en Suisse à des entreprises en lien avec la sécurité à hauteur d'au moins 60%.

Pour le PDC, cette clause bride trop la marge de négociation. Il demande donc sa suppression. Ces affaires renchérissent les achats prévus sans apporter de bénéfices, estime le PS.

Pour l'Union syndicale suisse (USS), les investissements pour un avion de combat seraient plus utiles ailleurs. Par exemple pour financer l'AVS ou le système de santé. En matière sécuritaire, elle encourage le Conseil fédéral à chercher la coopération avec les Etats voisins en matière de cybersécurité.

Plusieurs cantons soulignent en revanche le rôle de la défense aérienne pour garantir la sécurité lors de conférences internationales.

(nxp/ats)

Défense aérienne: le projet du Conseil fédéral divise

Suisse Dans un projet d'arrêté, le Conseil Fédéral divise en voulant lier l'achat d'un avion de combat au renouvellement de la défense sol-air.



Un avion militaire F/A-18 des Forces aériennes de l'armée suisse. Image: JEAN-CHRISTOPHE BOTT/Keystone

Le projet d'arrêté du Conseil fédéral pour renouveler la défense aérienne de la Suisse divise. L'idée de soumettre l'achat d'un avion de combat au peuple est plébiscitée. Mais celle de lier dans un même paquet référendaire cet achat avec le renouvellement de la défense sol-air est vue comme une erreur par certains.

L'achat d'un nouveau système de défense sol-air n'est pas contesté - sauf par le PS qui le juge dangereux - contrairement à l'acquisition d'avions de combat, constatent le PLR et le PDC à l'issue de la consultation qui se termine samedi. Il peut être développé dans le cadre du programme d'armement ordinaire.

Deux projets liés

Il aurait donc été préférable de séparer formellement les deux sujets, même s'il sont liés stratégiquement. Pour le PDC, tout le paquet risque d'être rejeté.

Politiquement, il est compréhensible que l'achat d'un nouvel avion soit soumis à référendum, même si les acquisitions militaires ne le sont en principe pas, vu que le peuple a déjà pu se prononcer sur les deux précédentes achats. Un avis partagé par plusieurs cantons.

En liant les deux sujets, le Conseil fédéral ouvre la voie à des référendums financiers sélectifs pour des projets d'armement, mettent en garde le PDC et le PLR. Les deux partis rejettent par conséquent le projet d'arrêté.



L'UDC veut plus de moyens

Les Verts et le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) sont également opposés à l'idée de lier achat d'un avion et défense sol-air dans le même paquet.

Mais surtout, ils trouvent problématique que le Conseil fédéral réclame plusieurs milliards pour l'achat de matériel dont on ne connaît ni le type, ni la quantité ni le coût. Et cela quatre ans après que les citoyens ont refusé l'achat d'avions Gripen pour 3,1 milliards.

Pour le PS, les 8 milliards prévus sont bien trop élevés. La moitié de cette somme suffirait à assurer la sécurité aérienne. Pour le camp rose-vert, la Suisse peut assurer sa sécurité aérienne en prolongeant la durée d'utilisation de 12 F/A 18. A l'instar du PS, le GSSA regrette que l'achat d'avions de combat légers, moins chers, n'ait pas été envisagé.

A l'inverse, l'UDC estime que les 8 milliards ne sont pas suffisants et réclame au moins 900 millions par an durant dix ans. Pour l'Association de politique de sécurité et de science militaire, au moins 9 milliards de francs sont nécessaires. Les Verts libéraux approuvent quant à eux aussi bien le budget fixé que la procédure choisie.

Affaires compensatoires

La Société suisse des officiers (SSO), la faïtière de l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux Swissmem et l'Association de politique de sécurité et de science militaire soutiennent l'exigence faite aux fournisseurs étrangers retenus de compenser intégralement la valeur contractuelle par des affaires compensatoires en Suisse.

Le maintien voire le développement de technologies de pointe liées à la défense en Suisse sont essentiels, estiment la SSO et Swissmem. Cette dernière insiste pour que les fournisseurs étrangers aient l'obligation de fournir des marchés en Suisse à des entreprises en lien avec la sécurité à hauteur d'au moins 60%.

Pour le PDC, cette clause bride trop la marge de négociation. Il demande donc sa suppression. Ces affaires renchérissent les achats prévus sans apporter de bénéfices, estime le PS.

Pour l'Union syndicale suisse (USS), les investissements pour un avion de combat seraient plus utiles ailleurs. Par exemple pour financer l'AVS ou le système de santé. En matière sécuritaire, elle encourage le Conseil fédéral à chercher la coopération avec les Etats voisins en matière de cybersécurité.

Plusieurs cantons soulignent en revanche le rôle de la défense aérienne pour garantir la sécurité lors de conférences internationales. (ats/nxp)

Créé: 21.09.2018, 10h21

Avions de combat: le projet arrêté du Conseil fédéral divise

vendredi, 21.09.2018

L'idée de soumettre l'achat d'un avion de combat au peuple est plébiscitée. Mais celle de lier dans un même paquet référendaire cet achat avec le renouvellement de la défense sol-air est vue comme une erreur par certains.



L'achat d'un nouveau système de défense sol-air n'est pas contesté, sauf par le PS qui le juge dangereux.(keystone)

Le projet d'arrêté du Conseil fédéral pour renouveler la défense aérienne de la Suisse divise.

L'achat d'un nouveau système de défense sol-air n'est pas contesté - sauf par le PS qui le juge dangereux - contrairement à l'acquisition d'avions de combat, constatent le PLR et le PDC à l'issue de la consultation qui se termine samedi. Il peut être développé dans le cadre du programme d'armement ordinaire.

Il aurait donc été préférable de séparer formellement les deux sujets, même s'il sont liés stratégiquement. Pour le PDC, tout le paquet risque d'être rejeté.

Politiquement, il est compréhensible que l'achat d'un nouvel avion soit soumis à référendum, même si les acquisitions militaires ne le sont en principe pas, vu que le peuple a déjà pu se prononcer sur les deux précédentes achats. Un avis partagé par plusieurs cantons.

En liant les deux sujets, le Conseil fédéral ouvre la voie à des référendums financiers sélectifs pour des projets d'armement, mettent en garde le PDC et le PLR. Les deux partis rejettent par conséquent le projet d'arrêté.

L'UDC veut plus de moyens

Les Verts et le Groupe pour une Suisse sans armée (GSSA) sont également opposés à l'idée de lier achat d'un avion et défense sol-air dans le même paquet.

Mais surtout, ils trouvent problématique que le Conseil fédéral réclame plusieurs milliards pour l'achat de matériel dont on ne connaît ni le type, ni la quantité ni le coût. Et cela quatre ans après que les citoyens ont refusé l'achat d'avions Gripen pour 3,1 milliards.

Pour le PS, les 8 milliards prévus sont bien trop élevés. La moitié de cette somme suffirait à assurer la sécurité aérienne. Pour le camp rose-vert, la Suisse peut assurer sa sécurité aérienne en prolongeant la durée d'utilisation de 12 F/A 18. A l'instar du PS, le GSSA regrette que l'achat d'avions de combat légers, moins chers, n'ait pas été



envisagé.

A l'inverse, l'UDC estime que les 8 milliards ne sont pas suffisants et réclame au moins 900 millions par an durant dix ans. Pour l'Association de politique de sécurité et de science militaire, au moins 9 milliards de francs sont nécessaires. Les Verts libéraux approuvent quant à eux aussi bien le budget fixé que la procédure choisie.

Affaires compensatoires

La Société suisse des officiers (SSO), la faïtière de l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux Swissmem et l'Association de politique de sécurité et de science militaire soutiennent l'exigence faite aux fournisseurs étrangers retenus de compenser intégralement la valeur contractuelle par des affaires compensatoires en Suisse.

Le maintien voire le développement de technologies de pointe liées à la défense en Suisse sont essentiels, estiment la SSO et Swissmem. Cette dernière insiste pour que les fournisseurs étrangers aient l'obligation de fournir des marchés en Suisse à des entreprises en lien avec la sécurité à hauteur d'au moins 60%.

Pour le PDC, cette clause bride trop la marge de négociation. Il demande donc sa suppression. Ces affaires renchérissent les achats prévus sans apporter de bénéfices, estime le PS.

Pour l'Union syndicale suisse (USS), les investissements pour un avion de combat seraient plus utiles ailleurs. Par exemple pour financer l'AVS ou le système de santé. En matière sécuritaire, elle encourage le Conseil fédéral à chercher la coopération avec les Etats voisins en matière de cybersécurité. Plusieurs cantons soulignent en revanche le rôle de la défense aérienne pour garantir la sécurité lors de conférences internationales.(ats)



21.09.2018 10:00:00 SDA 0039bsf

Suisse / Berne (ats)

Politique, Défense, Référendum, Partis politiques, Economie et finances

Synthèse de procédure de consultation

Avions de combat: le projet d'arrêté du Conseil fédéral divise

Le projet d'arrêté du Conseil fédéral pour renouveler la défense aérienne de la Suisse divise. L'idée de soumettre l'achat d'un avion de combat au peuple est plébiscitée. Mais celle de lier dans un même paquet référendaire cet achat avec le renouvellement de la défense sol-air est vue comme une erreur par certains.

L'achat d'un nouveau système de défense sol-air n'est pas contesté - sauf par le PS qui le juge dangereux - contrairement à l'acquisition d'avions de combat, constatent le PLR et le PDC à l'issue de la consultation qui se termine samedi. Il peut être développé dans le cadre du programme d'armement ordinaire.

Il aurait donc été préférable de séparer formellement les deux sujets, même s'il sont liés stratégiquement. Pour le PDC, tout le paquet risque d'être rejeté.

Politiquement, il est compréhensible que l'achat d'un nouvel avion soit soumis à référendum, même si les acquisitions militaires ne le sont en principe pas, vu que le peuple a déjà pu se prononcer sur les deux précédentes achats. Un avis partagé par plusieurs cantons.

En liant les deux sujets, le Conseil fédéral ouvre la voie à des référendums financiers sélectifs pour des projets d'armement, mettent en garde le PDC et le PLR. Les deux partis rejettent par conséquent le projet d'arrêté.

L'UDC veut plus de moyens

Les Verts et le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) sont également opposés à l'idée de lier achat d'un avion et défense sol-air dans le même paquet.

Mais surtout, ils trouvent problématique que le Conseil fédéral réclame plusieurs milliards pour l'achat de matériel dont on ne connaît ni le type, ni la quantité ni le coût. Et cela quatre ans après que les citoyens ont refusé l'achat d'avions Gripen pour 3,1 milliards.

Pour le PS, les 8 milliards prévus sont bien trop élevés. La moitié de cette somme suffirait à assurer la sécurité aérienne. Pour le camp rose-vert, la Suisse peut assurer sa sécurité aérienne en prolongeant la durée d'utilisation de 12 F/A 18. A l'instar du PS, le GSSA regrette que l'achat d'avions de combat légers, moins chers, n'ait pas été envisagé.

A l'inverse, l'UDC estime que les 8 milliards ne sont pas suffisants et réclame au moins 900 millions par an durant dix ans. Pour l'Association de politique de sécurité et de science militaire, au moins 9 milliards de francs sont nécessaires. Les Verts libéraux approuvent quant à eux aussi bien le budget fixé que la procédure choisie.

Affaires compensatoires

La Société suisse des officiers (SSO), la faïtière de l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux Swissmem et l'Association de politique de sécurité et de science militaire soutiennent l'exigence faite aux fournisseurs étrangers retenus de compenser intégralement la valeur contractuelle par des affaires compensatoires en Suisse.

Le maintien voire le développement de technologies de pointe liées à la défense en Suisse sont essentiels, estiment la SSO et Swissmem. Cette dernière insiste pour que les fournisseurs étrangers aient l'obligation de



fournir des marchés en Suisse à des entreprises en lien avec la sécurité à hauteur d'au moins 60%.

Pour le PDC, cette clause bride trop la marge de négociation. Il demande donc sa suppression. Ces affaires renchérissent les achats prévus sans apporter de bénéfices, estime le PS.

Pour l'Union syndicale suisse (USS), les investissements pour un avion de combat seraient plus utiles ailleurs. Par exemple pour financer l'AVS ou le système de santé. En matière sécuritaire, elle encourage le Conseil fédéral à chercher la coopération avec les Etats voisins en matière de cybersécurité. Plusieurs cantons soulignent en revanche le rôle de la défense aérienne pour garantir la sécurité lors de conférences internationales.



21.09.2018 10:13:07 AWP 0296
Schweiz (AWP)
Politik

Politik uneins über Pläne des Bundesrats für Schutz des Luftraums

Bern (awp/sda) - Die Pläne des Bundesrates für den künftigen Schutz des Schweizer Luftraums sind umstritten. Den Vorschlag, den Kauf neuer Kampfflugzeuge dem Volk vorzulegen, stösst zwar auf breite Unterstützung. Aber die Idee, diesen Kauf mit der Erneuerung der Boden-Luft-Abwehr in einem Paket zu verknüpfen, wird von einigen als Fehler angesehen.

Der Kauf neuer Boden-Luft-Raketen sei weitgehend unbestritten - ausser bei der SP, die ihn für gefährlich halte - im Gegensatz zum Kauf von Kampfflugzeugen, erklärten FDP und CVP in der Vernehmlassung zum Grosspaket, die am Samstag endet. Der Raketenkauf könne im Rahmen des regulären Rüstungsprogramms abgewickelt werden.

Die beiden Parteien würden es daher vorziehen, den Kauf neuer Kampffjets und jener von neuen Raketen formell zu trennen, auch wenn die Geschäfte strategisch zusammenhängen würden. Die CVP befürchtet, dass andernfalls das ganze Paket abgelehnt werden könnte.

Mehrere Kantone äusserten Verständnis dafür, den Kampffjet-Erwerb dem Referendum zu unterstellen, auch wenn militärische Anschaffungen grundsätzlich nicht einem Referendum unterstehen. Aber das Volk habe bereits zweimal über frühere Kampffjet-Käufe abgestimmt.

Mit der Verknüpfung der beiden Geschäfte ebne der Bundesrat den Weg für Referenden gegen Rüstungsprojekte, warnen FDP und CVP. Aus diesem Grund lehnen Christdemokraten und FDP die Grossvorlage ab.

SVP will mehr Geld

Die Grünen und die Gruppe für eine Schweiz ohne Armee (GSoA) sind ebenfalls gegen die Idee, die beiden Geschäfte im selben Paket zu behandeln. Vor allem aber empfinden sie es als problematisch, dass der Bundesrat mehrere Milliarden Franken für den Kauf von Geräten fordere, von denen weder Typ, Menge noch Kosten bekannt seien. Und das vier Jahre nachdem sich das Volk geweigert habe, Gripen-Flugzeuge für 3,1 Milliarden Franken zu kaufen.

Für die SP sind die vorgesehenen Mittel in der Höhe von 8 Milliarden Franken viel zu hoch. Die Genossen sind der Meinung, dass die Hälfte ausreichen würde, um den Schutz des Luftraums zu gewährleisten.

Dem rot-grünen Lager zufolge kann die Schweiz ihre Luftraumsicherheit gewährleisten, indem sie die Nutzungsdauer der zwölf F/A-18-Kampffjets verlängert. Wie die SP bedauert es auch die GSoA, dass der Kauf von leichteren und günstigeren Kampfflugzeugen nicht in Betracht gezogen werde.

Im Gegensatz dazu schätzt die SVP, dass die 8 Milliarden Franken nicht ausreichen und fordert mindestens 900 Millionen pro Jahr während der nächsten zehn Jahre. Die Grünliberalen billigen sowohl den festgelegten Haushalt als auch das gewählte Verfahren.

Ausgleichsgeschäfte

Die Schweizerische Offiziersgesellschaft (SOG) sowie der Dachverband der Maschinen-, Elektro- und Metallindustrie Swissem unterstützen die Forderung nach einer vollständigen Kompensation der ausländischen Aufträge durch Geschäfte in der Schweiz.



Die Erhaltung oder gar Entwicklung fortschrittlicher Wehrtechnik in der Schweiz sei unerlässlich, sagen SOG und Swissmem. Der Industrieverband besteht darauf, dass 60 Prozent der Rüstungsbeschaffungen im Ausland durch im Inland getätigte Geschäfte kompensiert werden.

Für die CVP schränkt diese Klausel den Verhandlungsspielraum zu sehr ein. Die Partei beantragt daher die Aufhebung. Diese Geschäfte erhöhten die Kosten für geplante Einkäufe, ohne Gewinne zu generieren, glaubt die SP.

Der Schweizerische Gewerkschaftsbund (SGB) hält Investitionen anderswo anstatt in neue Kampfflugzeuge für sinnvoller, zum Beispiel in die AHV oder ins Gesundheitswesen. Im Bereich der Sicherheit ermuntert der SGB den Bundesrat, die Zusammenarbeit mit den Nachbarstaaten in der Cybersicherheit zu suchen. Andererseits betonen mehrere Kantone die Bedeutung der Flugabwehr bei der Gewährleistung der Sicherheit an internationalen Konferenzen.

Suisse

Défense aérienne: le projet du Conseil fédéral divise

Dans un projet d'arrêté, le Conseil Fédéral divise en voulant lier l'achat d'un avion de combat au renouvellement de la défense sol-air.



Un avion militaire F/A-18 des Forces aériennes de l'armée suisse. Image: JEAN-CHRISTOPHE BOTT/Keystone

Le projet d'arrêté du Conseil fédéral pour renouveler la défense aérienne de la Suisse divise. L'idée de soumettre l'achat d'un avion de combat au peuple est plébiscitée. Mais celle de lier dans un même paquet référendaire cet achat avec le renouvellement de la défense sol-air est vue comme une erreur par certains.

L'achat d'un nouveau système de défense sol-air n'est pas contesté - sauf par le PS qui le juge dangereux - contrairement à l'acquisition d'avions de combat, constatent le PLR et le PDC à l'issue de la consultation qui se termine samedi. Il peut être développé dans le cadre du programme d'armement ordinaire.

Deux projets liés

Il aurait donc été préférable de séparer formellement les deux sujets, même s'il sont liés stratégiquement. Pour le PDC, tout le paquet risque d'être rejeté.

Politiquement, il est compréhensible que l'achat d'un nouvel avion soit soumis à référendum, même si les acquisitions militaires ne le sont en principe pas, vu que le peuple a déjà pu se prononcer sur les deux précédentes achats. Un avis partagé par plusieurs cantons.

En liant les deux sujets, le Conseil fédéral ouvre la voie à des référendums financiers sélectifs pour des projets d'armement, mettent en garde le PDC et le PLR. Les deux partis rejettent par conséquent le projet d'arrêté.

L'UDC veut plus de moyens

Les Verts et le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) sont également opposés à l'idée de lier achat d'un avion et défense sol-air dans le même paquet.

Mais surtout, ils trouvent problématique que le Conseil fédéral réclame plusieurs milliards pour l'achat de matériel dont on ne connaît ni le type, ni la quantité ni le coût. Et cela quatre ans après que les citoyens ont refusé l'achat d'avions Gripen pour 3,1 milliards.

Pour le PS, les 8 milliards prévus sont bien trop élevés. La moitié de cette somme suffirait à assurer la sécurité aérienne. Pour le camp rose-vert, la Suisse peut assurer sa sécurité aérienne en prolongeant la durée d'utilisation de 12 F/A 18. A l'instar du PS, le GSSA regrette que l'achat d'avions de combat légers, moins chers, n'ait pas été envisagé.

A l'inverse, l'UDC estime que les 8 milliards ne sont pas suffisants et réclame au moins 900 millions par an durant dix ans. Pour l'Association de politique de sécurité et de science militaire, au moins 9 milliards de francs sont nécessaires. Les Verts libéraux approuvent quant à eux aussi bien le budget fixé que la procédure choisie.

Affaires compensatoires

La Société suisse des officiers (SSO), la faïtière de l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux Swissmem et l'Association de politique de sécurité et de science militaire soutiennent l'exigence faite aux fournisseurs étrangers retenus de compenser intégralement la valeur contractuelle par des affaires compensatoires en Suisse.

Le maintien voire le développement de technologies de pointe liées à la défense en Suisse sont essentiels, estiment la SSO et Swissmem. Cette dernière insiste pour que les fournisseurs étrangers aient l'obligation de fournir des marchés en Suisse à des entreprises en lien avec la sécurité à hauteur d'au moins 60%.

Pour le PDC, cette clause bride trop la marge de négociation. Il demande donc sa suppression. Ces affaires renchérissent les achats prévus sans apporter de bénéfices, estime le PS.

Pour l'Union syndicale suisse (USS), les investissements pour un avion de combat seraient plus utiles ailleurs. Par exemple pour financer l'AVS ou le système de santé. En matière sécuritaire, elle encourage le Conseil fédéral à chercher la coopération avec les Etats voisins en matière de cybersécurité.

Plusieurs cantons soulignent en revanche le rôle de la défense aérienne pour garantir la sécurité lors de conférences internationales. (ats/nxp)

Créé: 21.09.2018, 10h21



21.09.2018 10:00:00 SDA 0048bsd

Schweiz / Bern (sda)

Politik, Verteidigung, Volksbegehren/Referendum, Partei, Wirtschaft und Finanzen

Politik uneins über Pläne des Bundesrats für Schutz des Luftraums

Die Pläne des Bundesrates für den künftigen Schutz des Schweizer Luftraums sind umstritten. Den Vorschlag, den Kauf neuer Kampfflugzeuge dem Volk vorzulegen, stösst zwar auf breite Unterstützung. Aber die Idee, diesen Kauf mit der Erneuerung der Boden-Luft-Abwehr in einem Paket zu verknüpfen, wird von einigen als Fehler angesehen.

Der Kauf neuer Boden-Luft-Raketen sei weitgehend unbestritten - ausser bei der SP, die ihn für gefährlich halte - im Gegensatz zum Kauf von Kampfflugzeugen, erklärten FDP und CVP in der Vernehmlassung zum Grosspaket, die am Samstag endet. Der Raketenkauf könne im Rahmen des regulären Rüstungsprogramms abgewickelt werden.

Die beiden Parteien würden es daher vorziehen, den Kauf neuer Kampffjets und jener von neuen Raketen formell zu trennen, auch wenn die Geschäfte strategisch zusammenhängen würden. Die CVP befürchtet, dass andernfalls das ganze Paket abgelehnt werden könnte.

Mehrere Kantone äusserten Verständnis dafür, den Kampffjet-Erwerb dem Referendum zu unterstellen, auch wenn militärische Anschaffungen grundsätzlich nicht einem Referendum unterstehen. Aber das Volk habe bereits zweimal über frühere Kampffjet-Käufe abgestimmt.

Mit der Verknüpfung der beiden Geschäfte ebne der Bundesrat den Weg für Referenden gegen Rüstungsprojekte, warnen FDP und CVP. Aus diesem Grund lehnen Christdemokraten und FDP die Grossvorlage ab.

SVP will mehr Geld

Die Grünen und die Gruppe für eine Schweiz ohne Armee (GSoA) sind ebenfalls gegen die Idee, die beiden Geschäfte im selben Paket zu behandeln. Vor allem aber empfinden sie es als problematisch, dass der Bundesrat mehrere Milliarden Franken für den Kauf von Geräten fordere, von denen weder Typ, Menge noch Kosten bekannt seien. Und das vier Jahre nachdem sich das Volk geweigert habe, Gripen-Flugzeuge für 3,1 Milliarden Franken zu kaufen.

Für die SP sind die vorgesehenen Mittel in der Höhe von 8 Milliarden Franken viel zu hoch. Die Genossen sind der Meinung, dass die Hälfte ausreichen würde, um den Schutz des Luftraums zu gewährleisten.

Dem rot-grünen Lager zufolge kann die Schweiz ihre Luftraumsicherheit gewährleisten, indem sie die Nutzungsdauer der zwölf F/A-18-Kampffjets verlängert. Wie die SP bedauert es auch die GSoA, dass der Kauf von leichteren und günstigeren Kampfflugzeugen nicht in Betracht gezogen werde.

Im Gegensatz dazu schätzt die SVP, dass die 8 Milliarden Franken nicht ausreichen und fordert mindestens 900 Millionen pro Jahr während der nächsten zehn Jahre. Die Grünliberalen billigen sowohl den festgelegten Haushalt als auch das gewählte Verfahren.

Ausgleichsgeschäfte

Die Schweizerische Offiziersgesellschaft (SOG) sowie der Dachverband der Maschinen-, Elektro- und Metallindustrie Swissmem unterstützen die Forderung nach einer vollständigen Kompensation der ausländischen Aufträge durch Geschäfte in der Schweiz.

Die Erhaltung oder gar Entwicklung fortschrittlicher Wehrtechnik in der Schweiz sei unerlässlich, sagen SOG und Swissmem. Der Industrieverband besteht darauf, dass 60 Prozent der Rüstungsbeschaffungen im Ausland durch



im Inland getätigte Geschäfte kompensiert werden.

Für die CVP schränkt diese Klausel den Verhandlungsspielraum zu sehr ein. Die Partei beantragt daher die Aufhebung. Diese Geschäfte erhöhten die Kosten für geplante Einkäufe, ohne Gewinne zu generieren, glaubt die SP.

Der Schweizerische Gewerkschaftsbund (SGB) hält Investitionen anderswo anstatt in neue Kampfflugzeuge für sinnvoller, zum Beispiel in die AHV oder ins Gesundheitswesen. Im Bereich der Sicherheit ermuntert der SGB den Bundesrat, die Zusammenarbeit mit den Nachbarstaaten in der Cybersicherheit zu suchen. Andererseits betonen mehrere Kantone die Bedeutung der Flugabwehr bei der Gewährleistung der Sicherheit an internationalen Konferenzen.

Défense aérienne: le projet du Conseil fédéral divise

Suisse Dans un projet d'arrêté, le Conseil Fédéral divise en voulant lier l'achat d'un avion de combat au renouvellement de la défense sol-air.



Un avion militaire F/A-18 des Forces aériennes de l'armée suisse. Image: JEAN-CHRISTOPHE BOTT/Keystone

Le projet d'arrêté du Conseil fédéral pour renouveler la défense aérienne de la Suisse divise. L'idée de soumettre l'achat d'un avion de combat au peuple est plébiscitée. Mais celle de lier dans un même paquet référendaire cet achat avec le renouvellement de la défense sol-air est vue comme une erreur par certains.

L'achat d'un nouveau système de défense sol-air n'est pas contesté - sauf par le PS qui le juge dangereux - contrairement à l'acquisition d'avions de combat, constatent le PLR et le PDC à l'issue de la consultation qui se termine samedi. Il peut être développé dans le cadre du programme d'armement ordinaire.

Deux projets liés

Il aurait donc été préférable de séparer formellement les deux sujets, même s'il sont liés stratégiquement. Pour le PDC, tout le paquet risque d'être rejeté.

Politiquement, il est compréhensible que l'achat d'un nouvel avion soit soumis à référendum, même si les acquisitions militaires ne le sont en principe pas, vu que le peuple a déjà pu se prononcer sur les deux précédentes achats. Un avis partagé par plusieurs cantons.

En liant les deux sujets, le Conseil fédéral ouvre la voie à des référendums financiers sélectifs pour des projets d'armement, mettent en garde le PDC et le PLR. Les deux partis rejettent par conséquent le projet d'arrêté.



L'UDC veut plus de moyens

Les Verts et le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) sont également opposés à l'idée de lier achat d'un avion et défense sol-air dans le même paquet.

Mais surtout, ils trouvent problématique que le Conseil fédéral réclame plusieurs milliards pour l'achat de matériel dont on ne connaît ni le type, ni la quantité ni le coût. Et cela quatre ans après que les citoyens ont refusé l'achat d'avions Gripen pour 3,1 milliards.

Pour le PS, les 8 milliards prévus sont bien trop élevés. La moitié de cette somme suffirait à assurer la sécurité aérienne. Pour le camp rose-vert, la Suisse peut assurer sa sécurité aérienne en prolongeant la durée d'utilisation de 12 F/A 18. A l'instar du PS, le GSSA regrette que l'achat d'avions de combat légers, moins chers, n'ait pas été envisagé.

A l'inverse, l'UDC estime que les 8 milliards ne sont pas suffisants et réclame au moins 900 millions par an durant dix ans. Pour l'Association de politique de sécurité et de science militaire, au moins 9 milliards de francs sont nécessaires. Les Verts libéraux approuvent quant à eux aussi bien le budget fixé que la procédure choisie.

Affaires compensatoires

La Société suisse des officiers (SSO), la faïtière de l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux Swissmem et l'Association de politique de sécurité et de science militaire soutiennent l'exigence faite aux fournisseurs étrangers retenus de compenser intégralement la valeur contractuelle par des affaires compensatoires en Suisse.

Le maintien voire le développement de technologies de pointe liées à la défense en Suisse sont essentiels, estiment la SSO et Swissmem. Cette dernière insiste pour que les fournisseurs étrangers aient l'obligation de fournir des marchés en Suisse à des entreprises en lien avec la sécurité à hauteur d'au moins 60%.

Pour le PDC, cette clause bride trop la marge de négociation. Il demande donc sa suppression. Ces affaires renchérissent les achats prévus sans apporter de bénéfices, estime le PS.

Pour l'Union syndicale suisse (USS), les investissements pour un avion de combat seraient plus utiles ailleurs. Par exemple pour financer l'AVS ou le système de santé. En matière sécuritaire, elle encourage le Conseil fédéral à chercher la coopération avec les Etats voisins en matière de cybersécurité.

Plusieurs cantons soulignent en revanche le rôle de la défense aérienne pour garantir la sécurité lors de conférences internationales. (ats/nxp)

Créé: 21.09.2018, 10h21

19. September 2018 21:52; Akt: 20.09.2018 07:21

«Der Armee droht ein Fiasko»

von Mit Stefan Hostenstein sprach Markus Häfliger - Stefan Hostenstein, Präsident der Schweizerischen Offiziersgesellschaft, reagiert konsterniert auf den bürgerlichen Widerstand gegen Bundesrat Guy Parmelins Pläne.



Neben neuen Kampffjets umfasst das 8-Milliarden-Paket des Bundesrats ein neues Luftabwehrsystem. Foto: Peter Klaunzer (Keystone)

Herr Hostenstein, wir treffen Sie im Parlament, wo Sie intensive Gespräche mit bürgerlichen Politikern führen. Warum?

Ich versuche, Politiker von FDP und CVP davon zu überzeugen, das Vorgehen von Bundesrat Parmelin zur Erneuerung der Luftverteidigung zu unterstützen.



SVP-Bundesrat Guy Parmelin will die ganze Luftverteidigung erneuern, indem er dem Parlament einen Planungsbeschluss vorlegt. Dieser würde ein Kostendach von 8 Milliarden Franken für Kampfflugzeuge und Boden-Luft-Verteidigung (Bodluf) definieren, die Typen der Jets und Raketen aber offen lassen. Dieser Beschluss unterstünde dem Referendum.

In der Vernehmlassung wird dieser Plan nun aber nur von SVP, BDP und GLP unterstützt. SP und Grüne fordern eine Abstimmung über einen konkreten Flugzeugtyp. Die FDP will Flugzeuge und Bodluf aufteilen und über ordentliche Rüstungsprogramme beschaffen – also ohne Abstimmung. Auch die CVP verlangt eine Aufteilung und will nur zum Kostendach für die Jets eine Abstimmung ermöglichen. Als Alternative zum Planungsbeschluss schlägt sie eine Änderung des Militärgesetzes vor. Mit diesem breiten Widerstand ist Parmelin von einer Mehrheit im Parlament weit entfernt. (hä)

Parmelins Jet-Pläne vor dem Scheitern

In der Vernehmlassung, die am Samstag endet, lehnen beide Parteien Parmelins Pläne ab.

Das ist leider so, und die Schweizerische Offiziersgesellschaft bedauert das ausserordentlich. Wir unterstützen Bundesrat Parmelin bei seinem Vorhaben weiterhin, weil der Planungsbeschluss der richtige Weg ist. Und wir sind eigentlich davon ausgegangen, dass es dafür auch bei den bürgerlichen Parteien eine breite Mehrheit gibt.

CVP- und FDP-Politiker argumentieren, Kampfjets und bodengestützte Luftabwehr (Bodluf) zusammen vors Volk zu bringen, sei Hochrisiko.

Das sind Störmanöver. Die SOG teilt die Befürchtungen des zu hohen Risikos nicht. Die Investition von 8 Milliarden kann man dem Volk erklären. Erstens bekommen wir dafür eine zukunftstaugliche Luftverteidigung, die unser Land auf Jahrzehnte hinaus schützen wird. Zweitens verteilen sich die Ausgaben über viele Jahre. Die Stimmbürger werden verstehen, dass es hier um einen Grundsatzentscheid für die ganze Landesverteidigung geht. Ein Aufschneiden des Pakets bringt nichts – Kampfflugzeuge und Bodluf gehören zusammen. Ebenso wenig ist eine Änderung des Militärgesetzes die Lösung.



Machen Sie mit bei : Die Aktion bringt Menschen ins Gespräch, die nahe beieinander wohnen, aber politisch unterschiedlich denken.

Soll sich die Schweiz stärker der EU annähern?

Ja Nein

Viele unserer Leser sind in dieser Frage anderer Meinung als Sie. Wir würden Ihnen gerne noch einige weitere Fragen stellen.

Soll die Schweiz mehr Flüchtlinge aufnehmen?

Ja Nein

Wird in der Schweiz zu viel Land überbaut?

Ja Nein

Sollten homosexuelle Paare Kinder adoptieren dürfen?

Ja Nein

Braucht es eine Frauenquote in den Chefetagen grosser Unternehmen?

Ja Nein

Geht es den Einwohnerinnen und Einwohnern in der Schweiz heute schlechter als vor zehn Jahren?

Ja Nein Weiter →

Danke für Ihre Antworten!

Haben Sie Lust jemanden kennenzulernen, der die Fragen ganz anders beantwortet hat? Dann machen Sie mit bei Die Schweiz spricht !

Die Idee: Auf der Grundlage Ihrer Antworten versuchen wir Ihnen einen Gesprächspartner in Ihrer Nachbarschaft zu vermitteln, der politisch anders denkt als Sie. Am 21. Oktober 2018 um 15 Uhr können Sie sich dann mit Ihrem Partner oder Ihrer Partnerin zum persönlichen Vier-Augen-Gespräch treffen.

Zu Die Schweiz spricht rufen in diesem Jahr mehrere Schweizer Medien auf. Sie könnten also auch eine Leserin oder einen Leser anderer Medien treffen. Damit Ihr Gesprächspartner einen ersten Eindruck von Ihnen bekommt, erzählen Sie doch noch ein wenig von sich.

Was machen Sie beruflich?

200 Zeichen übrig.

Womit verbringen Sie Ihre Freizeit?

200 Zeichen übrig.



Man erkennt Sie an...?

200 Zeichen übrig.

Was mögen Sie?

200 Zeichen übrig.

Was passt Ihnen gar nicht?

200 Zeichen übrig. Weiter →

Ihre Anmeldung ist fast fertig. Wir benötigen nur noch ein paar Angaben zu Ihrer Person, um einen Gesprächspartner oder eine Gesprächspartnerin in Ihrer Nähe zu finden.

Vorname

Nachname

Alter

Geschlecht Bitte wählen Weiblich Männlich Anderes Möchte ich nicht sagen

Postleitzahl

in der Schweiz

E-Mail

Handynummer

Wir benötigen Ihre Handynummer, um im nächsten Schritt Ihre Anmeldung zu bestätigen. Bitte beachten Sie, dass die Teilnahme nur mit einer Schweizer Handynummer möglich ist.

Ich bin damit einverstanden, dass meine Antworten mitsamt meiner Kontaktdaten zur Durchführung des Projektes „Die Schweiz spricht“ von dem Veranstalter gespeichert und verarbeitet und von diesem an seine weitergeleitet werden. Ich bin weiter damit einverstanden, dass meine E-Mail-Adresse und meine Antworten zum Zwecke der Kontaktaufnahme an einen potenziellen Gesprächspartner innerhalb des Projektes übermittelt werden.

Mit der Anmeldung bestätige ich, dass ich die weiteren für das Projekt „Die Schweiz spricht“ sowie die allgemeinen Datenschutzbestimmungen dieser Internetseite zur Kenntnis genommen habe.

reCAPTCHA-Überprüfung erforderlich.

Datenschutzerklärung - Nutzungsbedingungen

geschützt durch reCAPTCHA

Datenschutzerklärung - Nutzungsbedingungen Absenden



Die FDP will die Kampffjets und Bodluf separat und über ein normales Rüstungsprogramm beschaffen – das heisst: ohne Volksabstimmung.

Damit setzt sich die FDP dem Vorwurf aus, dieses Vorhaben am Volk quasi vorbeischmuggeln zu wollen.

FDP- und CVP-Politiker warnen, Parmelins Vorgehen wäre ein Präjudiz für ein generelles Finanzreferendum.

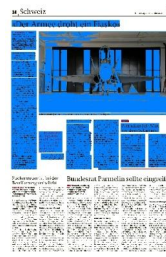
Auch dieses Argument halte ich für nicht haltbar. Wir haben über den F/A-18 abgestimmt und über den Gripen. Wie will man erklären, warum es jetzt auf einmal keine Abstimmung mehr geben soll? Der Planungsbeschluss wird den demokratischen Erwartungen der Bevölkerung gerecht.

Woher rühren die Dissonanzen im bürgerlichen Lager?

Ich fürchte, das sind bereits die Vorboten des Wahljahres 2019. Die einstmals unumstössliche Regel, dass FDP, CVP und SVP sich auf einen Kompromiss einigen, ist ausser Kraft gesetzt. Damit erweisen sie der Armee einen Bärendienst. Denn das Problem ist: Aufgrund der Vernehmlassungsantworten gibt es nicht nur für den Planungsbeschluss keine Mehrheit, sondern auch für kein anderes mögliches Vorgehen. Der Streit unter den Bürgerlichen droht daher für die Armee zum Fiasko zu werden.

Was erwartet die Offiziersgesellschaft in dieser Situation?

Wir erwarten, dass die Sicherheit, der Schutz und die Verteidigung der Menschen in diesem Land wieder im Zentrum stehen und die bürgerlichen Kräfte auf politische Spiele verzichten. Diese nützen nur den Gegnern einer modernen Luftwaffe. Deshalb braucht es jetzt die bürgerliche Geschlossenheit in dieser wichtigen Grundsatzfrage des Planungsbeschlusses.



«Der Armee droht ein Fiasko»



Neben neuen Kampffjets umfasst das 8-Milliarden-Paket des Bundesrats ein neues Luftabwehrsystem.

Foto: Peter Klauzner (KeyStone)

Interview: Markus Häfliger

NEUE KAMPFJETS Stefan Holenstein, Präsident der Schweizerischen Offiziersgesellschaft, reagiert konsterniert auf den bürgerlichen Widerstand gegen Bundesrat Guy Parmelins Pläne. Die Argumente von FDP und CVP seien nicht haltbar.

Herr Holenstein, wir treffen Sie im Parlament, wo Sie intensive Gespräche mit bürgerlichen Politikern führen. Warum?

Ich versuche, Politiker von FDP und CVP davon zu überzeugen, das Vorgehen von Bundesrat Parmelin zur Erneuerung der Luftverteidigung zu unterstützen. In der Vernehmlassung, die am

Samstag endet, lehnen beide Parteien Parmelins Pläne ab.

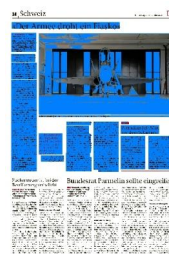
Das ist leider so, und die Schweizerische Offiziersgesellschaft bedauert das ausserordentlich. Wir unterstützen Bundesrat Parmelin bei seinem Vorhaben weiterhin, weil der Planungsbeschluss der richtige Weg ist. Und wir sind eigentlich davon ausgegangen, dass es dafür auch bei den bürgerlichen Parteien eine breite Mehrheit gibt.

CVP- und FDP-Politiker argumentieren, Kampffjets und bodengestützte Luftabwehr (Bodluf) zusammen vors Volk zu bringen, sei Hochrisiko.

Das sind Störmanöver. Die SOG teilt die Befürchtungen des zu

hohen Risikos nicht. Die Investition von 8 Milliarden kann man dem Volk erklären. Erstens bekommen wir dafür eine zukunftstaugliche Luftverteidigung, die unser Land auf Jahrzehnte hinaus schützen wird. Zweitens verteilen sich die Ausgaben über viele Jahre. Die Stimmbürger werden verstehen, dass es hier um einen Grundsatzentscheid für die ganze Landesverteidigung geht. Ein Aufschneiden des Pakets bringt nichts – Kampfflugzeuge und Bodluf gehören zusammen. Ebenso wenig ist eine Änderung des Militärgesetzes die Lösung.

Die FDP will die Kampffjets und



Bodluf separat und über ein normales Rüstungsprogramm beschaffen – das heisst: ohne Volksabstimmung.

Damit setzt sich die FDP dem Vorwurf aus, dieses Vorhaben am «Es braucht jetzt die bürgerliche Geschlossenheit in dieser wichtigen Grundsatzfrage des Planungsbeschlusses.»

*Stefan Holenstein,
Präsident der Schweizerischen
Offiziersgesellschaft*

Volk quasi vorbeischmuggeln zu wollen.

FDP- und CVP-Politiker warnen, Parmelins Vorgehen

wäre ein Präjudiz für ein generelles Finanzreferendum.

Auch dieses Argument halte ich für nicht haltbar. Wir haben über den F/A-18 abgestimmt und über den Gripen. Wie will man erklären, warum es jetzt auf einmal keine Abstimmung mehr geben soll? Der Planungsbeschluss wird den demokratischen Erwartungen der Bevölkerung gerecht.

Woher rühren die Dissonanzen im bürgerlichen Lager?

Ich fürchte, das sind bereits die Vorboten des Wahljahres 2019. Die einstmals unumstössliche Regel, dass FDP, CVP und SVP sich auf einen Kompromiss einigen, ist ausser Kraft gesetzt. Damit erweisen sie der Armee einen Bärendienst. Denn das Problem ist: Aufgrund der Vernehmlassungsantworten gibt es nicht nur

für den Planungsbeschluss keine Mehrheit, sondern auch für kein anderes mögliches Vorgehen. Der Streit unter den Bürgerlichen droht daher für die Armee zum Fiasko zu werden.

Was erwartet die Offiziersgesellschaft in dieser Situation?

Wir erwarten, dass die Sicherheit, der Schutz und die Verteidigung der Menschen in diesem Land wieder im Zentrum stehen und die bürgerlichen Kräfte auf politische Spiele verzichten. Diese nützen nur den Gegnern einer modernen Luftwaffe. Deshalb braucht es jetzt die bürgerliche Geschlossenheit in dieser wichtigen Grundsatzfrage des Planungsbeschlusses.

ARMEE

Parmelins Jet-Pläne vor dem Scheitern

SVP-Bundesrat Guy Parmelin will die ganze Luftverteidigung erneuern, indem er dem Parlament einen Planungsbeschluss vorlegt. Dieser würde ein **Kostendach von 8 Milliarden Franken für Kampfflugzeuge und Boden-Luft-Verteidigung (Bodluf)** definieren, die Typen der Jets und Raketen aber offen lassen. Dieser Beschluss unterstützt dem Referendum.

In der Vernehmlassung wird dieser Plan nun aber nur von SVP, BDP und GLP unterstützt. SP und Grüne fordern eine Ab-

stimmung über einen konkreten Flugzeugtyp. Die FDP will Flugzeuge und Bodluf aufteilen und über ordentliche Rüstungsprogramme beschaffen – also ohne Abstimmung. Auch die CVP verlangt eine Aufteilung und will nur zum Kostendach für die Jets eine Abstimmung ermöglichen. Als Alternative zum Planungsbeschluss schlägt sie eine Änderung des Militärgesetzes vor.

Mit diesem breiten Widerstand ist Parmelin von einer Mehrheit im Parlament weit entfernt. hä



«Der Armee droht ein Fiasko»

Stefan Holenstein, Präsident der Schweizerischen Offiziersgesellschaft, reagiert konsterniert auf den bürgerlichen Widerstand gegen Bundesrat Guy Parmelins Pläne.



Neben neuen Kampffjets umfasst das 8-Milliarden-Paket des Bundesrats ein neues Luftabwehrsystem. Foto: Peter Klaunzer (Keystone)

Mit Stefan Holenstein sprach Markus Häfliger 22:11

Herr Holenstein, wir treffen Sie im Parlament, wo Sie intensive Gespräche mit bürgerlichen Politikern führen. Warum?

Ich versuche, Politiker von FDP und CVP davon zu überzeugen, das Vorgehen von Bundesrat Parmelin zur Erneuerung der Luftverteidigung zu unterstützen.

In der Vernehmlassung, die am Samstag endet, lehnen beide Parteien Parmelins Pläne ab.

Das ist leider so, und die Schweizerische Offiziersgesellschaft bedauert das ausserordentlich. Wir unterstützen Bundesrat Parmelin bei seinem Vorhaben weiterhin, weil der Planungsbeschluss der richtige Weg ist. Und wir sind eigentlich davon ausgegangen, dass es dafür auch bei den bürgerlichen Parteien eine breite Mehrheit gibt.

CVP- und FDP-Politiker argumentieren, Kampffjets und bodengestützte Luftabwehr (Bodluf) zusammen vors Volk zu bringen, sei Hochrisiko.

Das sind Störmanöver. Die SOG teilt die Befürchtungen des zu hohen Risikos nicht. Die Investition von 8 Milliarden



kann man dem Volk erklären. Erstens bekommen wir dafür eine zukunftstaugliche Luftverteidigung, die unser Land auf Jahrzehnte hinaus schützen wird. Zweitens verteilen sich die Ausgaben über viele Jahre. Die Stimmbürger werden verstehen, dass es hier um einen Grundsatzentscheid für die ganze Landesverteidigung geht. Ein Aufschneiden des Pakets bringt nichts – Kampfflugzeuge und Bodluf gehören zusammen. Ebenso wenig ist eine Änderung des Militärgesetzes die Lösung.

Die FDP will die Kampfjets und Bodluf separat und über ein normales Rüstungsprogramm beschaffen – das heisst: ohne Volksabstimmung.

Damit setzt sich die FDP dem Vorwurf aus, dieses Vorhaben am Volk quasi vorbeischmuggeln zu wollen.

FDP- und CVP-Politiker warnen, Parmelins Vorgehen wäre ein Präjudiz für ein generelles Finanzreferendum.

Auch dieses Argument halte ich für nicht haltbar. Wir haben über den F/A-18 abgestimmt und über den Gripen. Wie will man erklären, warum es jetzt auf einmal keine Abstimmung mehr geben soll? Der Planungsbeschluss wird den demokratischen Erwartungen der Bevölkerung gerecht.

Woher rühren die Dissonanzen im bürgerlichen Lager?

Ich fürchte, das sind bereits die Vorboten des Wahljahres 2019. Die einstmals unumstössliche Regel, dass FDP, CVP und SVP sich auf einen Kompromiss einigen, ist ausser Kraft gesetzt. Damit erweisen sie der Armee einen Bärendienst. Denn das Problem ist: Aufgrund der Vernehmlassungsantworten gibt es nicht nur für den Planungsbeschluss keine Mehrheit, sondern auch für kein anderes mögliches Vorgehen. Der Streit unter den Bürgerlichen droht daher für die Armee zum Fiasko zu werden.

Was erwartet die Offiziersgesellschaft in dieser Situation?

Wir erwarten, dass die Sicherheit, der Schutz und die Verteidigung der Menschen in diesem Land wieder im Zentrum stehen und die bürgerlichen Kräfte auf politische Spiele verzichten. Diese nützen nur den Gegnern einer modernen Luftwaffe. Deshalb braucht es jetzt die bürgerliche Geschlossenheit in dieser wichtigen Grundsatzfrage des Planungsbeschlusses. (Redaktion Tamedia)

Erstellt: 19.09.2018, 22:01 Uhr

Mit Stefan Holenstein sprach Markus Häfliger 22:11

Parmelins Jet-Pläne vor dem Scheitern



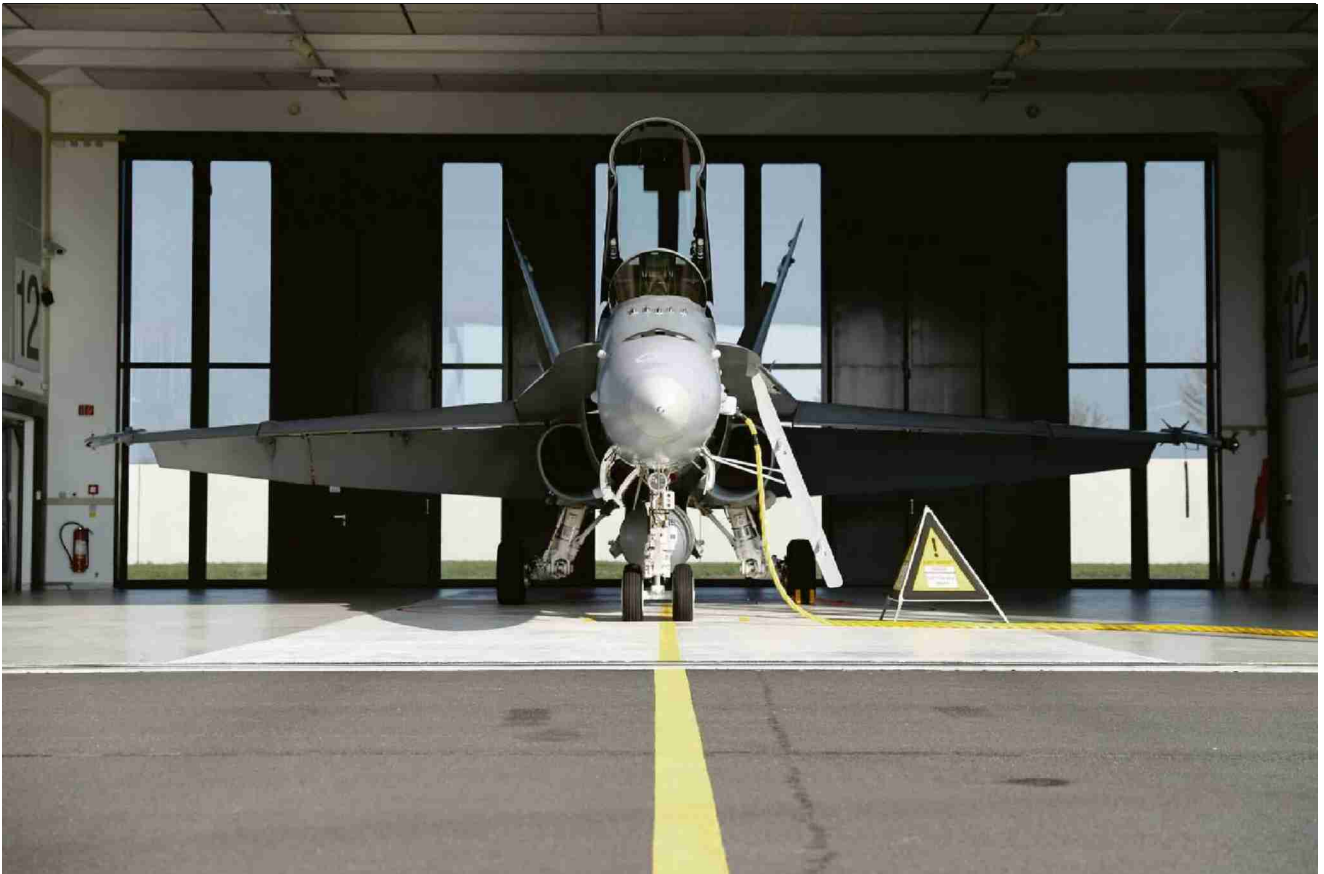
SVP-Bundesrat Guy Parmelin will die ganze Luftverteidigung erneuern, indem er dem Parlament einen Planungsbeschluss vorlegt. Dieser würde ein Kostendach von 8 Milliarden Franken für Kampfflugzeuge und Boden-Luft-Verteidigung (Bodluf) definieren, die Typen der Jets und Raketen aber offen lassen. Dieser Beschluss unterstünde dem Referendum.

In der Vernehmlassung wird dieser Plan nun aber nur von SVP, BDP und GLP unterstützt. SP und Grüne fordern eine Abstimmung über einen konkreten Flugzeugtyp. Die FDP will Flugzeuge und Bodluf aufteilen und über ordentliche Rüstungsprogramme beschaffen – also ohne Abstimmung. Auch die CVP verlangt eine Aufteilung und will nur zum Kostendach für die Jets eine Abstimmung ermöglichen. Als Alternative zum Planungsbeschluss schlägt sie eine Änderung des Militärgesetzes vor. Mit diesem breiten Widerstand ist Parmelin von einer Mehrheit im Parlament weit entfernt. (hä)



«Der Armee droht ein Fiasko»

Kampffjet-Beschaffung Stefan Holenstein, Präsident der Schweizerischen Offiziersgesellschaft, reagiert konsterniert auf den bürgerlichen Widerstand gegen Bundesrat Guy Parmelins Pläne. Die Argumente von FDP und CVP seien nicht haltbar.



Neben neuen Kampffjets umfasst das 8-Milliarden-Paket des Bundesrats ein neues Luftabwehrsystem. Foto: Peter Klauzner (Keystone)

Markus Häfliger

Herr Holenstein, wir treffen Sie im Parlament, wo Sie intensive Gespräche mit bürgerlichen Politikern führen. Warum?

Ich versuche, Politiker von FDP und CVP davon zu überzeugen, das Vorgehen von Bundesrat Parmelin zur Erneuerung der Luftverteidigung zu unterstützen.

In der Vernehmlassung, die am Samstag endet, lehnen beide Parteien Parmelins Pläne ab.

Das ist leider so, und die Schwei-

zerische Offiziersgesellschaft bedauert das ausserordentlich. Wir unterstützen Bundesrat Parmelin bei seinem Vorhaben weiterhin, weil der Planungsbeschluss der richtige Weg ist. Und wir sind eigentlich davon ausgegangen, dass es dafür auch bei den bürgerlichen Parteien eine breite Mehrheit gibt.

CVP- und FDP-Politiker argumentieren, Kampffjets und bodengestützte Luftabwehr (Bodluf) zusammen vors Volk

zu bringen, sei Hochrisiko.

Das sind Störmanöver. Die SOG teilt die Befürchtungen des zu hohen Risikos nicht. Die Investition von 8 Milliarden kann man dem Volk erklären. Erstens bekommen wir dafür eine zukunftstaugliche Luftverteidigung, die unser Land auf Jahrzehnte hinaus schützen wird. Zweitens verteilen sich die Ausgaben über viele Jahre. Die Stimmbürger werden verstehen, dass es hier um einen Grundsatzentscheid für die ganze Landes-



verteidigung geht. Ein Aufschneiden des Pakets bringt nichts – Kampfflugzeuge und Bodluf gehören zusammen. Ebenso wenig ist eine Änderung des Militärgesetzes die Lösung.

Die FDP will die Kampfjets und Bodluf separat und über ein normales Rüstungsprogramm beschaffen – das heisst: ohne Volksabstimmung.

Damit setzt sich die FDP dem Vorwurf aus, dieses Vorhaben am Volk quasi vorbeischmuggeln zu wollen.

FDP- und CVP-Politiker warnen, Parmelins Vorgehen wäre ein Präjudiz für ein generelles Finanzreferendum.

Auch dieses Argument halte ich für nicht haltbar. Wir haben über den F/A-18 abgestimmt und über den Gripen. Wie will man erklären, warum es jetzt auf einmal keine Abstimmung mehr geben soll? Der Planungsbeschluss wird den demokratischen Erwartungen der Bevölkerung gerecht.

Woher rühren die Dissonanzen im bürgerlichen Lager?

Ich fürchte, das sind bereits die Vorboten des Wahljahres 2019. Die einstmals unumstössliche Regel, dass FDP, CVP und SVP sich auf einen Kompromiss einigen, ist ausser Kraft gesetzt. Damit erweisen sie der Armee einen Bärendienst. Denn das Problem ist: Aufgrund der Vernehmlassungsantworten gibt es nicht nur für den Planungsbeschluss keine Mehrheit, sondern auch für kein anderes mögliches Vorgehen. Der Streit unter den Bürgerlichen droht daher für die Armee zum Fiasko zu werden.

Was erwartet die Offiziersgesellschaft in dieser Situation?

Wir erwarten, dass die Sicherheit, der Schutz und die Vertei-

gung der Menschen in diesem Land wieder im Zentrum stehen und die bürgerlichen Kräfte auf politische Spiele verzichten. Diese nützen nur den Gegnern einer modernen Luftwaffe. Deshalb braucht es jetzt die bürgerliche Geschlossenheit in dieser wichtigen Grundsatzfrage des Planungsbeschlusses.

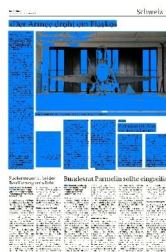
Parmelins Jet-Pläne vor dem Scheitern

Armee SVP-Bundesrat Guy Parmelin will die ganze Luftverteidigung erneuern, indem er dem Parlament einen Planungsbeschluss vorlegt. Dieser würde ein Kostendach von 8 Milliarden Franken für Kampfflugzeuge und Boden-Luft-Verteidigung (Bodluf) definieren, die Typen der Jets und Raketen aber offen lassen. Dieser Beschluss unterstützte dem Referendum.

In der Vernehmlassung wird dieser Plan nun aber nur von SVP, BDP und GLP unterstützt. SP und Grüne fordern eine Abstimmung über einen konkreten Flugzeugtyp. Die FDP will Flugzeuge und Bodluf aufteilen und über ordentliche Rüstungsprogramme beschaffen – also ohne Abstimmung. Auch die CVP verlangt eine Aufteilung und will nur zum Kostendach für die Jets eine Abstimmung ermöglichen. Als Alternative zum Planungsbeschluss schlägt sie eine Änderung des Militärgesetzes vor. Mit diesem breiten Widerstand ist Parmelin von einer Mehrheit im Parlament weit entfernt. (hä)



Stefan Holenstein, Präsident der Offiziersgesellschaft. Foto: PD



«Der Armee droht ein Fiasko»

Interview: Markus Häfliger

NEUE KAMPFJETS Stefan Holenstein, Präsident der Schweizerischen Offiziersgesellschaft, reagiert konsterniert auf den bürgerlichen Widerstand gegen Bundesrat Guy Parmelins Pläne. Die Argumente von FDP und CVP seien nicht haltbar.

Herr Holenstein, wir treffen Sie im Parlament, wo Sie intensive Gespräche mit bürgerlichen Politikern führen. Warum?

Ich versuche, Politiker von FDP und CVP davon zu überzeugen, das Vorgehen von Bundesrat Parmelin zur Erneuerung der Luftverteidigung zu unterstützen. In der Vernehmlassung, die am Samstag endet, lehnen beide Parteien Parmelins Pläne ab.

Das ist leider so, und die Schweizerische Offiziersgesellschaft bedauert das ausserordentlich. Wir unterstützen Bundesrat Parmelin bei seinem Vorhaben weiterhin, weil der Planungsbeschluss der richtige Weg ist. Und wir sind eigentlich davon ausgegangen, dass es dafür auch bei den bürgerlichen Parteien eine breite Mehrheit gibt.

CVP- und FDP-Politiker argumentieren, Kampfjets und bodengestützte Luftabwehr (Bodluf) zusammen vors Volk zu bringen, sei Hochrisiko.

Das sind Störmanöver. Die SOG teilt die Befürchtungen des zu hohen Risikos nicht. Die Investition von 8 Milliarden kann man dem Volk erklären. Erstens be-

kommen wir dafür eine zukunftstaugliche Luftverteidigung, die unser Land auf Jahrzehnte hinaus schützen wird. Zweitens verteilen sich die Ausgaben über viele Jahre. Die Stimmbürger werden verstehen, dass es hier um einen Grundsatzentscheid für die ganze Landesverteidigung geht. Ein Aufschüren des Pakets bringt nichts – Kampfflugzeuge und Bodluf gehören zusammen. Ebenso wenig ist eine Änderung des Militärgesetzes die Lösung.

Die FDP will die Kampfjets und Bodluf separat und über ein normales Rüstungsprogramm beschaffen – das heisst: ohne Volksabstimmung.

Damit setzt sich die FDP dem Vorwurf aus, dieses Vorhaben am «Es braucht jetzt die bürgerliche Geschlossenheit in dieser wichtigen Grundsatzfrage des Planungsbeschlusses.»

*Stefan Holenstein,
Präsident der Schweizerischen
Offiziersgesellschaft*

Volk quasi vorbeischmuggeln zu wollen.

FDP- und CVP-Politiker warnen, Parmelins Vorgehen

wäre ein Präjudiz für ein generelles Finanzreferendum.

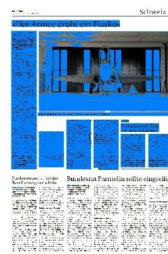
Auch dieses Argument halte ich für nicht haltbar. Wir haben über den F/A-18 abgestimmt und über den Gripen. Wie will man erklären, warum es jetzt auf einmal keine Abstimmung mehr geben soll? Der Planungsbeschluss wird den demokratischen Erwartungen der Bevölkerung gerecht.

Woher rühren die Dissonanzen im bürgerlichen Lager?

Ich fürchte, das sind bereits die Vorboten des Wahljahres 2019. Die einstmals unumstössliche Regel, dass FDP, CVP und SVP sich auf einen Kompromiss einigen, ist ausser Kraft gesetzt. Damit erweisen sie der Armee einen Bärendienst. Denn das Problem ist: Aufgrund der Vernehmlassungsantworten gibt es nicht nur für den Planungsbeschluss keine Mehrheit, sondern auch für kein anderes mögliches Vorgehen. Der Streit unter den Bürgerlichen droht daher für die Armee zum Fiasko zu werden.

Was erwartet die Offiziersgesellschaft in dieser Situation?

Wir erwarten, dass die Sicherheit, der Schutz und die Verteidigung der Menschen in diesem Land wieder im Zentrum stehen und die bürgerlichen Kräfte auf politische Spiele verzichten. Diese nützen nur den Gegnern einer modernen Luftwaffe. Deshalb braucht es jetzt die bürgerliche Geschlossenheit in dieser wichtigen Grundsatzfrage des Planungsbeschlusses.



Neben neuen Kampffjets umfasst das 8-Milliarden-Paket des Bundesrats ein neues Luftabwehrsystem.

Foto: Peter Kauzner (Keystone)

ARMEE

Parmelins Jet-Pläne vor dem Scheitern

SVP-Bundesrat Guy Parmelin will die ganze Luftverteidigung erneuern, indem er dem Parlament einen Planungsbeschluss vorlegt. Dieser würde ein **Kostendach von 8 Milliarden Franken für Kampfflugzeuge und Boden-Luft-Verteidigung (Bodluf)** definieren, die Typen der Jets und Raketen aber offen lassen. Dieser Beschluss unterstützt dem Referendum.

In der Vernehmlassung wird dieser Plan nun aber nur von SVP, BDP und GLP unterstützt. SP und Grüne fordern eine Ab-

stimmung über einen konkreten Flugzeugtyp. Die FDP will Flugzeuge und Bodluf aufteilen und über ordentliche Rüstungsprogramme beschaffen – also ohne Abstimmung. Auch die CVP verlangt eine Aufteilung und will nur zum Kostendach für die Jets eine Abstimmung ermöglichen. Als Alternative zum Planungsbeschluss schlägt sie eine Änderung des Militärgesetzes vor.

Mit diesem breiten Widerstand ist Parmelin von einer Mehrheit im Parlament weit entfernt. hä

«Der Armee droht ein Fiasko»

Stefan Holenstein, Präsident der Schweizerischen Offiziersgesellschaft, reagiert konsterniert auf den bürgerlichen Widerstand gegen Bundesrat Guy Parmelins Pläne.



Neben neuen Kampffjets umfasst das 8-Milliarden-Paket des Bundesrats ein neues Luftabwehrsystem. Foto: Peter Klaunzer (Keystone)

Mit Stefan Holenstein sprach Markus Häfliger 22:11

Herr Holenstein, wir treffen Sie im Parlament, wo Sie intensive Gespräche mit bürgerlichen Politikern führen. Warum?

Ich versuche, Politiker von FDP und CVP davon zu überzeugen, das Vorgehen von Bundesrat Parmelin zur Erneuerung der Luftverteidigung zu unterstützen.

In der Vernehmlassung, die am Samstag endet, lehnen beide Parteien Parmelins Pläne ab.

Das ist leider so, und die Schweizerische Offiziersgesellschaft bedauert das ausserordentlich. Wir unterstützen Bundesrat Parmelin bei seinem Vorhaben weiterhin, weil der Planungsbeschluss der richtige Weg ist. Und wir sind eigentlich davon ausgegangen, dass es dafür auch bei den bürgerlichen Parteien eine breite Mehrheit gibt.

CVP- und FDP-Politiker argumentieren, Kampffjets und bodengestützte Luftabwehr (Bodluf) zusammen vors Volk zu bringen, sei Hochrisiko.

Das sind Störmanöver. Die SOG teilt die Befürchtungen des zu hohen Risikos nicht. Die Investition von 8 Milliarden



kann man dem Volk erklären. Erstens bekommen wir dafür eine zukunftstaugliche Luftverteidigung, die unser Land auf Jahrzehnte hinaus schützen wird. Zweitens verteilen sich die Ausgaben über viele Jahre. Die Stimmbürger werden verstehen, dass es hier um einen Grundsatzentscheid für die ganze Landesverteidigung geht. Ein Aufschnüren des Pakets bringt nichts – Kampfflugzeuge und Bodluf gehören zusammen. Ebenso wenig ist eine Änderung des Militärgesetzes die Lösung.

Die FDP will die Kampfjets und Bodluf separat und über ein normales Rüstungsprogramm beschaffen – das heisst: ohne Volksabstimmung.

Damit setzt sich die FDP dem Vorwurf aus, dieses Vorhaben am Volk quasi vorbeischmuggeln zu wollen.

FDP- und CVP-Politiker warnen, Parmelins Vorgehen wäre ein Präjudiz für ein generelles Finanzreferendum.

Auch dieses Argument halte ich für nicht haltbar. Wir haben über den F/A-18 abgestimmt und über den Gripen. Wie will man erklären, warum es jetzt auf einmal keine Abstimmung mehr geben soll? Der Planungsbeschluss wird den demokratischen Erwartungen der Bevölkerung gerecht.

Woher rühren die Dissonanzen im bürgerlichen Lager?

Ich fürchte, das sind bereits die Vorboten des Wahljahres 2019. Die einstmals unumstössliche Regel, dass FDP, CVP und SVP sich auf einen Kompromiss einigen, ist ausser Kraft gesetzt. Damit erweisen sie der Armee einen Bärendienst. Denn das Problem ist: Aufgrund der Vernehmlassungsantworten gibt es nicht nur für den Planungsbeschluss keine Mehrheit, sondern auch für kein anderes mögliches Vorgehen. Der Streit unter den Bürgerlichen droht daher für die Armee zum Fiasko zu werden.

Was erwartet die Offiziersgesellschaft in dieser Situation?

Wir erwarten, dass die Sicherheit, der Schutz und die Verteidigung der Menschen in diesem Land wieder im Zentrum stehen und die bürgerlichen Kräfte auf politische Spiele verzichten. Diese nützen nur den Gegnern einer modernen Luftwaffe. Deshalb braucht es jetzt die bürgerliche Geschlossenheit in dieser wichtigen Grundsatzfrage des Planungsbeschlusses. (Redaktion Tamedia)

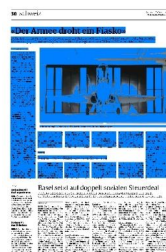
Erstellt: 19.09.2018, 22:01 Uhr

Parmelins Jet-Pläne vor dem Scheitern



SVP-Bundesrat Guy Parmelin will die ganze Luftverteidigung erneuern, indem er dem Parlament einen Planungsbeschluss vorlegt. Dieser würde ein Kostendach von 8 Milliarden Franken für Kampfflugzeuge und Boden-Luft-Verteidigung (Bodluf) definieren, die Typen der Jets und Raketen aber offen lassen. Dieser Beschluss unterstünde dem Referendum.

In der Vernehmlassung wird dieser Plan nun aber nur von SVP, BDP und GLP unterstützt. SP und Grüne fordern eine Abstimmung über einen konkreten Flugzeugtyp. Die FDP will Flugzeuge und Bodluf aufteilen und über ordentliche Rüstungsprogramme beschaffen – also ohne Abstimmung. Auch die CVP verlangt eine Aufteilung und will nur zum Kostendach für die Jets eine Abstimmung ermöglichen. Als Alternative zum Planungsbeschluss schlägt sie eine Änderung des Militärgesetzes vor. Mit diesem breiten Widerstand ist Parmelin von einer Mehrheit im Parlament weit entfernt. (hä)



«Der Armee droht ein Fiasko»

Stefan Holenstein, Präsident der Schweizerischen Offiziersgesellschaft, reagiert konsterniert auf den bürgerlichen Widerstand gegen Bundesrat Guy Parmelins Pläne. Die Argumente von FDP und CVP seien nicht haltbar.



Neben neuen Kampffjets umfasst das 8-Milliarden-Paket des Bundesrats ein neues Luftabwehrsystem.

Bild Keystone

Interview Markus Häfliger

Herr Holenstein, wir treffen Sie im Parlament, wo Sie intensive Gespräche mit bürgerlichen Politikern führen. Warum?

Ich versuche, Politiker von FDP und CVP davon zu überzeugen, das Vorgehen von Bundesrat Parmelin zur Erneuerung der Luftverteidigung zu unterstützen.

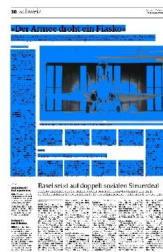
In der Vernehmlassung, die am Samstag endet, lehnen beide Parteien Parmelins Pläne ab.

Das ist leider so, und die

Schweizerische Offiziersgesellschaft bedauert das ausserordentlich. Wir unterstützen Bundesrat Parmelin bei seinem Vorhaben weiterhin, weil der Planungsbeschluss der richtige Weg ist. Und wir sind eigentlich davon ausgegangen, dass es dafür auch bei den bürgerlichen Parteien eine breite Mehrheit gibt.

CVP- und FDP-Politiker argumentieren, Kampffjets und bodengestützte Luftabwehr (Bodluf) zusammen vors Volk zu bringen, sei Hochrisiko.

Das sind Störmanöver. Die SOG teilt die Befürchtungen des zu hohen Risikos nicht. Die Investition von 8 Milliarden kann man dem Volk erklären. Erstens bekommen wir dafür eine zukunftstaugliche Luftverteidigung, die unser Land auf Jahrzehnte hinaus schützen wird. Zweitens verteilen sich die Ausgaben über viele Jahre. Die Stimmbürger werden verstehen, dass es hier um einen Grundsatzentscheid für die ganze Landesverteidigung geht. Ein Aufschnüren des Pakets bringt nichts – Kampfflugzeuge und Bodluf gehören zusam-



men. Ebenso wenig ist eine Änderung des Militärgesetzes die Lösung.

Die FDP will die Kampfjets und Bodluf separat und über ein normales Rüstungsprogramm beschaffen – also ohne Volksabstimmung.

So setzt sich die FDP dem Vorwurf aus, das Ganze am Volk vorbeischmuggeln zu wollen.

FDP- und CVP-Politiker warnen, Parmelins Vorgehen wäre ein Präjudiz für ein generelles Finanzreferendum.

Auch dieses Argument halte ich für nicht haltbar. Wir haben über den F/A-18 abgestimmt und über den Gripen. Wie will

man erklären, warum es jetzt auf einmal keine Abstimmung mehr geben soll? Der Planungsbeschluss wird den demokratischen Erwartungen der Bevölkerung gerecht.

Woher rühren die Dissonanzen im bürgerlichen Lager?

Ich fürchte, das sind bereits die Verbote des Wahljahres 2019. Die einstmals unumstössliche Regel, dass FDP, CVP und SVP sich auf einen Kompromiss einigen, ist ausser Kraft gesetzt. Damit erweisen sie der Armee einen Bärendienst. Denn das Problem ist: Aufgrund der Vernehmlassungsantworten gibt es nicht nur für den Planungsbeschluss keine Mehrheit, sondern auch für kein anderes

mögliches Vorgehen. Der Streit unter den Bürgerlichen droht daher für die Armee zum Fiasko zu werden.

Was erwartet die Offiziersgesellschaft in dieser Situation?

Wir erwarten, dass die Sicherheit, der Schutz und die Verteidigung der Menschen in diesem Land wieder im Zentrum stehen und die bürgerlichen Kräfte auf politische Spiele verzichten. Diese nützen nur den Gegnern einer modernen Luftwaffe. Deshalb braucht es jetzt die bürgerliche Geschlossenheit in dieser wichtigen Grundsatfrage des Planungsbeschlusses.

Armee

Parmelins Jet-Pläne vor dem Scheitern

SVP-Bundesrat Guy Parmelin will die ganze Luftverteidigung erneuern, indem er dem Parlament einen Planungsbeschluss vorlegt. Dieser würde ein Kostendach von 8 Milliarden Franken für Kampfflugzeuge und Boden-Luft-Verteidigung (Bodluf) definieren, die Typen der Jets und Raketen aber offen lassen. Dieser

Beschluss unterstünde dem Referendum. In der Vernehmlassung wird dieser Plan nun aber nur von SVP, BDP und GLP unterstützt. SP und Grüne fordern eine Abstimmung über einen konkreten Flugzeugtyp. Die FDP will Flugzeuge und Bodluf aufteilen und über ordentliche Rüstungsprogramme beschaffen. Auch die CVP ver-

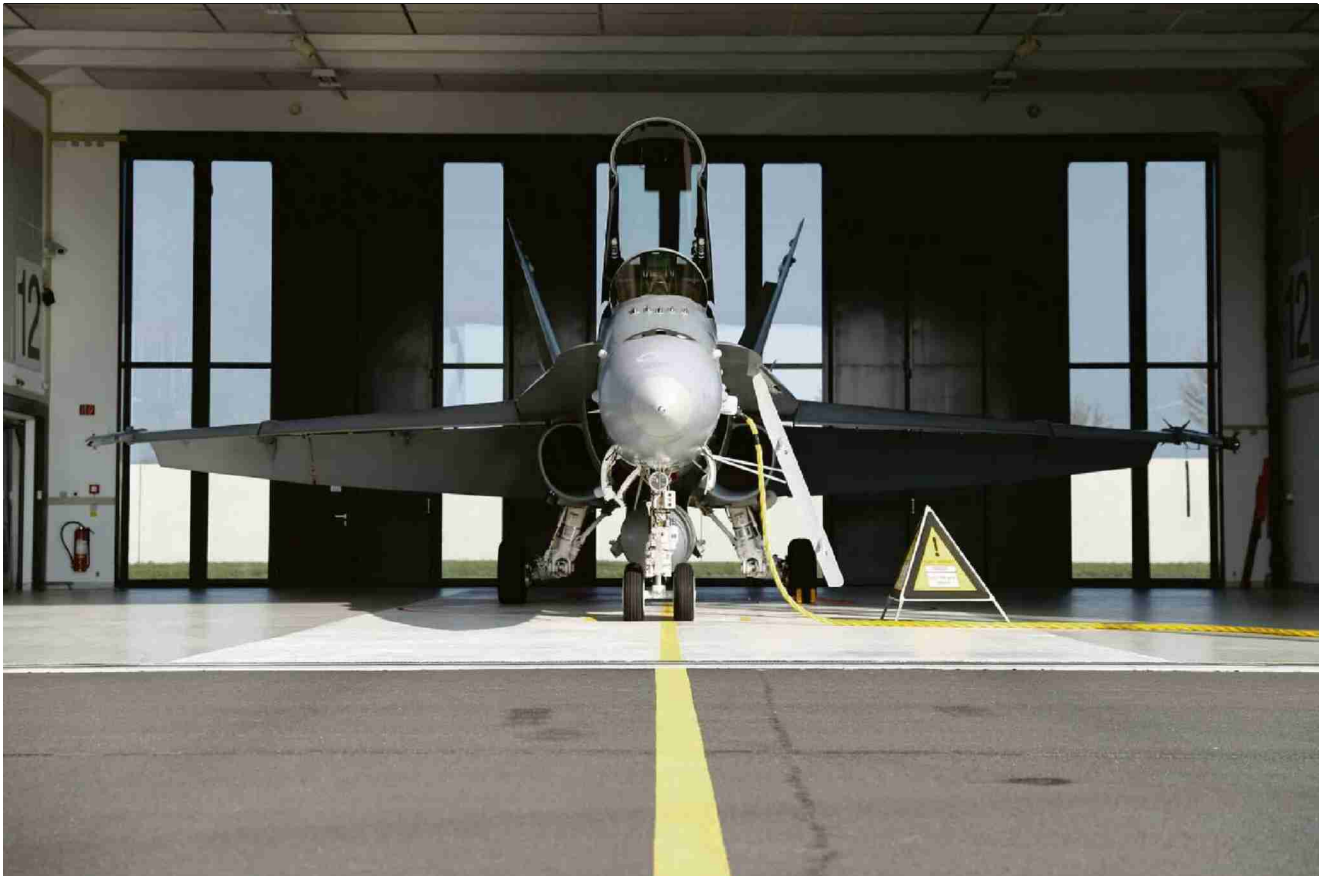
langt eine Aufteilung und will nur zum Kostendach für die Jets eine Abstimmung ermöglichen. Als Alternative zum Planungsbeschluss schlägt sie eine Änderung des Militärgesetzes vor. Mit diesem breiten Widerstand ist Parmelin von einer Mehrheit im Parlament weit entfernt.

hää



«Der Armee droht ein Fiasko»

Kampffjet-Beschaffung Stefan Holenstein, Präsident der Schweizerischen Offiziersgesellschaft, reagiert konsterniert auf den bürgerlichen Widerstand gegen Bundesrat Guy Parmelins Pläne. Die Argumente von FDP und CVP seien nicht haltbar.



Neben neuen Kampffjets umfasst das 8-Milliarden-Paket des Bundesrats ein neues Luftabwehrsystem. Foto: Peter Klaunzer (Keystone)

Markus Häfliger

Herr Holenstein, wir treffen Sie im Parlament, wo Sie intensive Gespräche mit bürgerlichen Politikern führen. Warum?

Ich versuche, Politiker von FDP und CVP davon zu überzeugen, das Vorgehen von Bundesrat Parmelin zur Erneuerung der Luftverteidigung zu unterstützen.

In der Vernehmlassung, die am Samstag endet, lehnen beide Parteien Parmelins Pläne ab.

Das ist leider so, und die Schwei-

zerische Offiziersgesellschaft bedauert das ausserordentlich. Wir unterstützen Bundesrat Parmelin bei seinem Vorhaben weiterhin, weil der Planungsbeschluss der richtige Weg ist. Und wir sind eigentlich davon ausgegangen, dass es dafür auch bei den bürgerlichen Parteien eine breite Mehrheit gibt.

CVP- und FDP-Politiker argumentieren, Kampffjets und bodengestützte Luftabwehr (Bodluf) zusammen vors Volk

zu bringen, sei Hochrisiko.

Das sind Störmanöver. Die SOG teilt die Befürchtungen des zu hohen Risikos nicht. Die Investition von 8 Milliarden kann man dem Volk erklären. Erstens bekommen wir dafür eine zukunftstaugliche Luftverteidigung, die unser Land auf Jahrzehnte hinaus schützen wird. Zweitens verteilen sich die Ausgaben über viele Jahre. Die Stimmbürger werden verstehen, dass es hier um einen Grundsatz-



entscheid für die ganze Landesverteidigung geht. Ein Aufschüren des Pakets bringt nichts – Kampfflugzeuge und Bodluf gehören zusammen. Ebenso wenig ist eine Änderung des Militärgesetzes die Lösung.

Die FDP will die Kampfjets und Bodluf separat und über ein normales Rüstungsprogramm beschaffen – das heisst: ohne Volksabstimmung.

Damit setzt sich die FDP dem Vorwurf aus, dieses Vorhaben am Volk quasi vorbeischnuggeln zu wollen.

FDP- und CVP-Politiker warnen, Parmelins Vorgehen wäre ein Präjudiz für ein generelles Finanzreferendum.

Parmelins Jet-Pläne vor dem Scheitern

Armee SVP-Bundesrat Guy Parmelin will die ganze Luftverteidigung erneuern, indem er dem Parlament einen Planungsbeschluss vorlegt. Dieser würde ein Kostendach von 8 Milliarden Franken für Kampfflugzeuge und Boden-Luft-Verteidigung (Bodluf) definieren, die Typen der Jets und Raketen aber offen lassen. Dieser Beschluss unterstünde dem Referendum.

In der Vernehmlassung wird dieser Plan nun aber nur von SVP, BDP und GLP unterstützt. SP und Grüne fordern eine Abstimmung über einen konkreten Flugzeugtyp. Die FDP will Flugzeuge und Bodluf aufteilen und über ordentliche Rüstungsprogramme beschaffen – also ohne Abstim-

Auch dieses Argument halte ich für nicht haltbar. Wir haben über den F/A-18 abgestimmt und über den Gripen. Wie will man erklären, warum es jetzt auf einmal keine Abstimmung mehr geben soll? Der Planungsbeschluss wird den demokratischen Erwartungen der Bevölkerung gerecht.

Woher rühren die Dissonanzen im bürgerlichen Lager?

Ich fürchte, das sind bereits die Vorboten des Wahljahres 2019. Die einstmals unumstössliche Regel, dass FDP, CVP und SVP sich auf einen Kompromiss einigen, ist ausser Kraft gesetzt. Damit erweisen sie der Armee einen Bärendienst. Denn das Problem ist: Aufgrund der Vernehmlass-

ung. Auch die CVP verlangt eine Aufteilung und will nur zum Kostendach für die Jets eine Abstimmung ermöglichen. Als Alternative zum Planungsbeschluss schlägt sie eine Änderung des Militärgesetzes vor. Mit diesem breiten Widerstand ist Parmelin von einer Mehrheit im Parlament weit entfernt. (hä)



Stefan Holenstein, Präsident der Offiziersgesellschaft. Foto: PD

sungsantworten gibt es nicht nur für den Planungsbeschluss keine Mehrheit, sondern auch für kein anderes mögliches Vorgehen. Der Streit unter den Bürgerlichen droht daher für die Armee zum Fiasko zu werden.

Was erwartet die Offiziersgesellschaft in dieser Situation?

Wir erwarten, dass die Sicherheit, der Schutz und die Verteidigung der Menschen in diesem Land wieder im Zentrum stehen und die bürgerlichen Kräfte auf politische Spiele verzichten. Diese nützen nur den Gegnern einer modernen Luftwaffe. Deshalb braucht es jetzt die bürgerliche Geschlossenheit in dieser wichtigen Grundsatzfrage des Planungsbeschlusses.



«Der Armee droht ein Fiasko»

Stefan Holenstein, Präsident der Schweizerischen Offiziersgesellschaft, reagiert konsterniert auf den bürgerlichen Widerstand gegen Bundesrat Guy Parmelins Pläne.



Neben neuen Kampffjets umfasst das 8-Milliarden-Paket des Bundesrats ein neues Luftabwehrsystem. Foto: Peter Klaunzer (Keystone)

Mit Stefan Holenstein sprach Markus Häfliger 22:11

Herr Holenstein, wir treffen Sie im Parlament, wo Sie intensive Gespräche mit bürgerlichen Politikern führen. Warum?

Ich versuche, Politiker von FDP und CVP davon zu überzeugen, das Vorgehen von Bundesrat Parmelin zur Erneuerung der Luftverteidigung zu unterstützen.

In der Vernehmlassung, die am Samstag endet, lehnen beide Parteien Parmelins Pläne ab.

Das ist leider so, und die Schweizerische Offiziersgesellschaft bedauert das ausserordentlich. Wir unterstützen Bundesrat Parmelin bei seinem Vorhaben weiterhin, weil der Planungsbeschluss der richtige Weg ist. Und wir sind eigentlich davon ausgegangen, dass es dafür auch bei den bürgerlichen Parteien eine breite Mehrheit gibt.

CVP- und FDP-Politiker argumentieren, Kampffjets und bodengestützte Luftabwehr (Bodluf) zusammen vors Volk zu bringen, sei Hochrisiko.

Das sind Störmanöver. Die SOG teilt die Befürchtungen des zu hohen Risikos nicht. Die Investition von 8 Milliarden



kann man dem Volk erklären. Erstens bekommen wir dafür eine zukunftstaugliche Luftverteidigung, die unser Land auf Jahrzehnte hinaus schützen wird. Zweitens verteilen sich die Ausgaben über viele Jahre. Die Stimmbürger werden verstehen, dass es hier um einen Grundsatzentscheid für die ganze Landesverteidigung geht. Ein Aufschneiden des Pakets bringt nichts – Kampfflugzeuge und Bodluf gehören zusammen. Ebenso wenig ist eine Änderung des Militärgesetzes die Lösung.

Die FDP will die Kampffjets und Bodluf separat und über ein normales Rüstungsprogramm beschaffen – das heisst: ohne Volksabstimmung.

Damit setzt sich die FDP dem Vorwurf aus, dieses Vorhaben am Volk quasi vorbeischmuggeln zu wollen.

FDP- und CVP-Politiker warnen, Parmelins Vorgehen wäre ein Präjudiz für ein generelles Finanzreferendum.

Auch dieses Argument halte ich für nicht haltbar. Wir haben über den F/A-18 abgestimmt und über den Gripen. Wie will man erklären, warum es jetzt auf einmal keine Abstimmung mehr geben soll? Der Planungsbeschluss wird den demokratischen Erwartungen der Bevölkerung gerecht.

Woher rühren die Dissonanzen im bürgerlichen Lager?

Ich fürchte, das sind bereits die Vorboten des Wahljahres 2019. Die einstmals unumstössliche Regel, dass FDP, CVP und SVP sich auf einen Kompromiss einigen, ist ausser Kraft gesetzt. Damit erweisen sie der Armee einen Bärendienst. Denn das Problem ist: Aufgrund der Vernehmlassungsantworten gibt es nicht nur für den Planungsbeschluss keine Mehrheit, sondern auch für kein anderes mögliches Vorgehen. Der Streit unter den Bürgerlichen droht daher für die Armee zum Fiasko zu werden.

Was erwartet die Offiziersgesellschaft in dieser Situation?

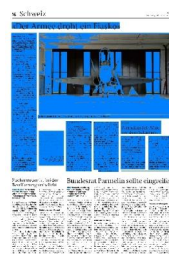
Wir erwarten, dass die Sicherheit, der Schutz und die Verteidigung der Menschen in diesem Land wieder im Zentrum stehen und die bürgerlichen Kräfte auf politische Spiele verzichten. Diese nützen nur den Gegnern einer modernen Luftwaffe. Deshalb braucht es jetzt die bürgerliche Geschlossenheit in dieser wichtigen Grundsatzfrage des Planungsbeschlusses. (Redaktion Tamedia)

Erstellt: 19.09.2018, 22:01 Uhr



SVP-Bundesrat Guy Parmelin will die ganze Luftverteidigung erneuern, indem er dem Parlament einen Planungsbeschluss vorlegt. Dieser würde ein Kostendach von 8 Milliarden Franken für Kampfflugzeuge und Boden-Luft-Verteidigung (Bodluf) definieren, die Typen der Jets und Raketen aber offen lassen. Dieser Beschluss unterstützte dem Referendum.

In der Vernehmlassung wird dieser Plan nun aber nur von SVP, BDP und GLP unterstützt. SP und Grüne fordern eine Abstimmung über einen konkreten Flugzeugtyp. Die FDP will Flugzeuge und Bodluf aufteilen und über ordentliche Rüstungsprogramme beschaffen – also ohne Abstimmung. Auch die CVP verlangt eine Aufteilung und will nur zum Kostendach für die Jets eine Abstimmung ermöglichen. Als Alternative zum Planungsbeschluss schlägt sie eine Änderung des Militärgesetzes vor. Mit diesem breiten Widerstand ist Parmelin von einer Mehrheit im Parlament weit entfernt. (hä)



«Der Armee droht ein Fiasko»

Interview: Markus Häfliger

NEUE KAMPFJETS Stefan Holenstein, Präsident der Schweizerischen Offiziersgesellschaft, reagiert konsterniert auf den bürgerlichen Widerstand gegen Bundesrat Guy Parmelins Pläne. Die Argumente von FDP und CVP seien nicht haltbar.

Herr Holenstein, wir treffen Sie im Parlament, wo Sie intensive Gespräche mit bürgerlichen Politikern führen. Warum?

Ich versuche, Politiker von FDP und CVP davon zu überzeugen, das Vorgehen von Bundesrat Parmelin zur Erneuerung der Luftverteidigung zu unterstützen.

In der Vernehmlassung, die am Samstag endet, lehnen beide Parteien Parmelins Pläne ab.

Das ist leider so, und die Schweizerische Offiziersgesellschaft bedauert das ausserordentlich. Wir unterstützen Bundesrat Parmelin bei seinem Vorhaben weiterhin, weil der Planungsbeschluss der richtige Weg ist. Und wir sind eigentlich davon ausgegangen, dass es dafür auch bei den bürgerlichen Parteien eine breite Mehrheit gibt.

CVP- und FDP-Politiker argumentieren, Kampffjets und bodengestützte Luftabwehr (Bodluf) zusammen vors Volk zu bringen, sei Hochrisiko.

Das sind Störmanöver. Die SOG teilt die Befürchtungen des zu hohen Risikos nicht. Die Investition von 8 Milliarden kann man dem Volk erklären. Erstens be-

kommen wir dafür eine zukunftstaugliche Luftverteidigung, die unser Land auf Jahrzehnte hinaus schützen wird. Zweitens verteilen sich die Ausgaben über viele Jahre. Die Stimmbürger werden verstehen, dass es hier um einen Grundsatzentscheid für die ganze Landesverteidigung geht. Ein Aufschüren des Pakets bringt nichts – Kampfflugzeuge und Bodluf gehören zusammen. Ebenso wenig ist eine Änderung des Militärgesetzes die Lösung.

Die FDP will die Kampffjets und Bodluf separat und über ein normales Rüstungsprogramm beschaffen – das heisst: ohne Volksabstimmung.

Damit setzt sich die FDP dem Vorwurf aus, dieses Vorhaben am

«Es braucht jetzt die bürgerliche Geschlossenheit in dieser wichtigen Grundsatzfrage des Planungsbeschlusses.»

Stefan Holenstein,
Präsident der Schweizerischen
Offiziersgesellschaft

Volk quasi vorbeismuggeln zu wollen.

FDP- und CVP-Politiker warnen, Parmelins Vorgehen

wäre ein Präjudiz für ein generelles Finanzreferendum.

Auch dieses Argument halte ich für nicht haltbar. Wir haben über den F/A-18 abgestimmt und über den Gripen. Wie will man erklären, warum es jetzt auf einmal keine Abstimmung mehr geben soll? Der Planungsbeschluss wird den demokratischen Erwartungen der Bevölkerung gerecht.

Woher rühren die Dissonanzen im bürgerlichen Lager?

Ich fürchte, das sind bereits die Verbote des Wahljahres 2019. Die einstmals unumstössliche Regel, dass FDP, CVP und SVP sich auf einen Kompromiss einigen, ist ausser Kraft gesetzt. Damit erweisen sie der Armee einen Bärendienst. Denn das Problem ist: Aufgrund der Vernehmlassungsantworten gibt es nicht nur für den Planungsbeschluss keine Mehrheit, sondern auch für kein anderes mögliches Vorgehen. Der Streit unter den Bürgerlichen droht daher für die Armee zum Fiasko zu werden.

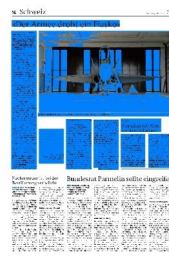
Was erwartet die Offiziersgesellschaft in dieser Situation?

Wir erwarten, dass die Sicherheit, der Schutz und die Verteidigung der Menschen in diesem Land wieder im Zentrum stehen und die bürgerlichen Kräfte auf politische Spiele verzichten. Diese nützen nur den Gegnern einer modernen Luftwaffe. Deshalb braucht es jetzt die bürgerliche Geschlossenheit in dieser wichtigen Grundsatzfrage des Planungsbeschlusses.

Hauptausgabe

Zürcher Oberländer
8620 Wetzikon ZH
044/ 933 33 33
zueriost.ch/

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 20'409
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich



Seite: 16
Fläche: 80'609 mm²

Auftrag: 3007490
Themen-Nr.: 330.003

Referenz: 70964520
Ausschnitt Seite: 2/2



Neben neuen Kampffjets umfasst das 8-Milliarden-Paket des Bundesrats ein neues Luftabwehrsystem.

Foto: Peter Klouner (Keystone)

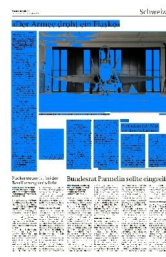
ARMEE

Parmelins Jet-Pläne vor dem Scheitern

SVP-Bundesrat Guy Parmelin will die ganze Luftverteidigung erneuern, indem er dem Parlament einen Planungsbeschluss vorlegt. Dieser würde ein **Kostendach von 8 Milliarden Franken für Kampfflugzeuge und Boden-Luft-Verteidigung (Bodluf)** definieren, die Typen der Jets und Raketen aber offen lassen. Dieser Beschluss untersteht dem Referendum.

In der Vernehmlassung wird dieser Plan nun aber nur von SVP, BDP und GLP unterstützt. SP und Grüne fordern eine Ab-

stimmung über einen konkreten Flugzeugtyp. Die FDP will Flugzeuge und Bodluf aufteilen und über ordentliche Rüstungsprogramme beschaffen – also ohne Abstimmung. Auch die CVP verlangt eine Aufteilung und will nur zum Kostendach für die Jets eine Abstimmung ermöglichen. Als Alternative zum Planungsbeschluss schlägt sie eine Änderung des Militärgesetzes vor. **Mit diesem breiten Widerstand ist Parmelin von einer Mehrheit im Parlament weit entfernt.** hä



«Der Armee droht ein Fiasko»



Neben neuen Kampffjets umfasst das 8-Milliarden-Paket des Bundesrats ein neues Luftabwehrsystem.

Foto: Peter Kjauner (Keystone)

Interview: Markus Häfliger

NEUE KAMPFJETS Stefan Holenstein, Präsident der Schweizerischen Offiziersgesellschaft, reagiert konsterniert auf den bürgerlichen Widerstand gegen Bundesrat Guy Parmelins Pläne. Die Argumente von FDP und CVP seien nicht haltbar.

Herr Holenstein, wir treffen Sie im Parlament, wo Sie intensive Gespräche mit bürgerlichen Politikern führen. Warum?

Ich versuche, Politiker von FDP und CVP davon zu überzeugen, das Vorgehen von Bundesrat Parmelin zur Erneuerung der Luftverteidigung zu unterstützen.

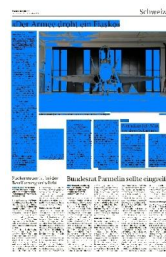
In der Vernehmlassung, die am Samstag endet, lehnen beide Parteien Parmelins Pläne ab.

Das ist leider so, und die Schweizerische Offiziersgesellschaft bedauert das ausserordentlich. Wir unterstützen Bundesrat Parmelin bei seinem Vorhaben weiterhin, weil der Planungsbeschluss der richtige Weg ist. Und wir sind eigentlich davon ausgegangen, dass es dafür auch bei den bürgerlichen Parteien eine breite Mehrheit gibt.

CVP- und FDP-Politiker argumentieren, Kampffjets und bodengestützte Luftabwehr (Bodluf) zusammen vors Volk zu bringen, sei Hochrisiko.

Das sind Störmanöver. Die SOG

teilt die Befürchtungen des zu hohen Risikos nicht. Die Investition von 8 Milliarden kann man dem Volk erklären. Erstens bekommen wir dafür eine zukunftstaugliche Luftverteidigung, die unser Land auf Jahrzehnte hinaus schützen wird. Zweitens verteilen sich die Ausgaben über viele Jahre. Die Stimmbürger werden verstehen, dass es hier um einen Grundsatzentscheid für die ganze Landesverteidigung geht. Ein Aufschnüren des Pakets bringt nichts – Kampfflugzeuge und Bodluf gehören zusammen. Ebenso wenig ist eine Änderung des Militärgesetzes die Lösung.



Die FDP will die Kampfjets und Bodlup separat und über ein normales Rüstungsprogramm beschaffen – das heisst: ohne Volksabstimmung.

Damit setzt sich die FDP dem Vorwurf aus, dieses Vorhaben am

«Es braucht jetzt die bürgerliche Geschlossenheit in dieser wichtigen Grundsatzfrage des Planungsbeschlusses.»

*Stefan Holenstein,
Präsident der Schweizerischen
Offiziersgesellschaft*

Volk quasi vorbeischmuggeln zu wollen.

FDP- und CVP-Politiker warnen, Parmelins Vorgehen wäre ein Präjudiz für ein generelles Finanzreferendum.

Auch dieses Argument halte ich für nicht haltbar. Wir haben über den F/A-18 abgestimmt und über den Gripen. Wie will man erklären, warum es jetzt auf einmal keine Abstimmung mehr geben soll? Der Planungsbeschluss wird den demokratischen Erwartungen der Bevölkerung gerecht.

Woher rühren die Dissonanzen im bürgerlichen Lager?

Ich fürchte, das sind bereits die Vorboten des Wahljahres 2019. Die einstmals unumstössliche Regel, dass FDP, CVP und SVP sich auf einen Kompromiss einigen, ist ausser Kraft gesetzt. Damit erweisen sie der Armee einen Bärendienst. Denn das Problem ist: Aufgrund der Vernehmlassungsantworten gibt es nicht nur für den Planungsbeschluss keine Mehrheit, sondern auch für kein anderes mögliches Vorgehen. Der

Streit unter den Bürgerlichen droht daher für die Armee zum Fiasko zu werden.

Was erwartet die Offiziersgesellschaft in dieser Situation?

Wir erwarten, dass die Sicherheit, der Schutz und die Verteidigung der Menschen in diesem Land wieder im Zentrum stehen und die bürgerlichen Kräfte auf politische Spiele verzichten. Diese nützen nur den Gegnern einer modernen Luftwaffe. Deshalb braucht es jetzt die bürgerliche Geschlossenheit in dieser wichtigen Grundsatzfrage des Planungsbeschlusses.

ARMEE

Parmelins Jet-Pläne vor dem Scheitern

SVP-Bundesrat Guy Parmelin will die ganze Luftverteidigung erneuern, indem er dem Parlament einen Planungsbeschluss vorlegt. Dieser würde ein **Kostendach von 8 Milliarden Franken für Kampfflugzeuge und Boden-Luft-Verteidigung (Bodlup)** definieren, die Typen der Jets und Raketen aber offen lassen. Dieser Beschluss unterstützt dem Referendum.

In der Vernehmlassung wird dieser Plan nun aber nur von SVP, BDP und GLP unterstützt. SP und Grüne fordern eine Ab-

stimmung über einen konkreten Flugzeugtyp. Die FDP will Flugzeuge und Bodlup aufteilen und über ordentliche Rüstungsprogramme beschaffen – also ohne Abstimmung. Auch die CVP verlangt eine Aufteilung und will nur zum Kostendach für die Jets eine Abstimmung ermöglichen. Als Alternative zum Planungsbeschluss schlägt sie eine Änderung des Militärgesetzes vor.

Mit diesem breiten Widerstand ist Parmelin von einer Mehrheit im Parlament weit entfernt. hä



«Der Armee droht ein Fiasko»



Neben neuen Kampffjets umfasst das 8-Milliarden-Paket des Bundesrats ein neues Luftabwehrsystem.

Foto: Peter Klaunzer (Keystone)

NEUE KAMPFJETS Stefan Holenstein, Präsident der Schweizerischen Offiziersgesellschaft, reagiert konsterniert auf den bürgerlichen Widerstand gegen Bundesrat Guy Parmelins Pläne. Die Argumente von FDP und CVP seien nicht haltbar.

Interview: Markus Hüfliger

Herr Holenstein, wir treffen Sie im Parlament, wo Sie intensive Gespräche mit bürgerlichen Politikern führen. Warum?

Ich versuche, Politiker von FDP und CVP davon zu überzeugen, das Vorgehen von Bundesrat Parmelin zur Erneuerung der Luftverteidigung zu unterstützen. In der Vernehmlassung, die am

Samstag endet, lehnen beide Parteien Parmelins Pläne ab.

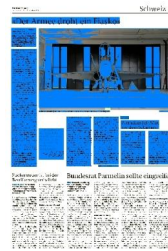
Das ist leider so, und die Schweizerische Offiziersgesellschaft bedauert das ausserordentlich. Wir unterstützen Bundesrat Parmelin bei seinem Vorhaben weiterhin, weil der Planungsbeschluss der richtige Weg ist. Und wir sind eigentlich davon ausgegangen, dass es dafür auch bei den bürgerlichen Parteien eine breite Mehrheit gibt.

CVP- und FDP-Politiker argumentieren, Kampffjets und bodengestützte Luftabwehr (Bodluf) zusammen vors Volk zu bringen, sei Hochrisiko.

Das sind Störmanöver. Die SOG teilt die Befürchtungen des zu

hohen Risikos nicht. Die Investition von 8 Milliarden kann man dem Volk erklären. Erstens bekommen wir dafür eine zukunftstaugliche Luftverteidigung, die unser Land auf Jahrzehnte hinaus schützen wird. Zweitens verteilen sich die Ausgaben über viele Jahre. Die Stimmbürger werden verstehen, dass es hier um einen Grundsatzentscheid für die ganze Landesverteidigung geht. Ein Aufschnüren des Pakets bringt nichts – Kampfflugzeuge und Bodluf gehören zusammen. Ebenso wenig ist eine Änderung des Militärgesetzes die Lösung.

Die FDP will die Kampffjets und



Bodluf separat und über ein normales Rüstungsprogramm beschaffen – das heisst: ohne Volksabstimmung.

Damit setzt sich die FDP dem Vorwurf aus, dieses Vorhaben am «Es braucht jetzt die bürgerliche Geschlossenheit in dieser wichtigen Grundsatzfrage des Planungsbeschlusses.»

*Stefan Holenstein,
Präsident der Schweizerischen
Offiziersgesellschaft*

Volk quasi vorbeischmuggeln zu wollen.

FDP- und CVP-Politiker warnen, Parmelins Vorgehen wäre ein Präjudiz für ein generelles Finanzreferendum.

Auch dieses Argument halte ich für nicht haltbar. Wir haben über den F/A-18 abgestimmt und über den Gripen. Wie will man erklären, warum es jetzt auf einmal keine Abstimmung mehr geben soll? Der Planungsbeschluss wird den demokratischen Erwartungen der Bevölkerung gerecht.

Woher rühren die Dissonanzen im bürgerlichen Lager?

Ich fürchte, das sind bereits die Vorboten des Wahljahres 2019. Die einstmals unumstössliche Regel, dass FDP, CVP und SVP sich auf einen Kompromiss einigen, ist ausser Kraft gesetzt. Damit erweisen sie der Armee einen Bärendienst. Denn das Problem ist: Aufgrund der Vernehmlassungsantworten gibt es nicht nur für den Planungsbeschluss keine Mehrheit, sondern auch für kein anderes mögliches Vorgehen. Der Streit unter den Bürgerlichen

droht daher für die Armee zum Fiasko zu werden.

Was erwartet die Offiziersgesellschaft in dieser Situation?

Wir erwarten, dass die Sicherheit, der Schutz und die Verteidigung der Menschen in diesem Land wieder im Zentrum stehen und die bürgerlichen Kräfte auf politische Spiele verzichten. Diese nützen nur den Gegnern einer modernen Luftwaffe. Deshalb braucht es jetzt die bürgerliche Geschlossenheit in dieser wichtigen Grundsatzfrage des Planungsbeschlusses.

ARMEE

Parmelins Jet-Pläne vor dem Scheitern

SVP-Bundesrat Guy Parmelin will die ganze Luftverteidigung erneuern, indem er dem Parlament einen Planungsbeschluss vorlegt. Dieser würde ein **Kostendach von 8 Milliarden Franken für Kampfflugzeuge und Boden-Luft-Verteidigung (Bodluf)** definieren, die Typen der Jets und Raketen aber offen lassen. Dieser Beschluss unterstünde dem Referendum.

In der Vernehmlassung wird dieser Plan nun aber nur von SVP, BDP und GLP unterstützt. SP und Grüne fordern eine Ab-

stimmung über einen konkreten Flugzeugtyp. Die FDP will Flugzeuge und Bodluf aufteilen und über ordentliche Rüstungsprogramme beschaffen – also ohne Abstimmung. Auch die CVP verlangt eine Aufteilung und will nur zum Kostendach für die Jets eine Abstimmung ermöglichen. Als Alternative zum Planungsbeschluss schlägt sie eine Änderung des Militärgesetzes vor.

Mit diesem breiten Widerstand ist Parmelin von einer Mehrheit im Parlament weit entfernt. hä



«Ein unsägliches Bild»

Zu «Regierungsräte wollen an Schulen für Armee werben»

Ausgabe vom 10. September

Regierungsräte wollen an Schulen für die Armee werben. Dies reflektiert eine erschütternde Unfähigkeit von Politik und Armee, einer sicheren und wehrhaften Schweiz Sinn und moderne Bedrohung unserer Sicherheit überzeugend zu erklären und zu kommunizieren. Es erinnert an Bilder aus der DDR, wo Militärfächer zur Schulbildung gehörten. Was für ein verheerendes staatspolitisches Verständnis.

Als Präsident einer Offiziersgesellschaft haben wir früher, vor 1989 war es noch einfacher, ein Jahr vor der Stellungspflicht aus eigener Erfahrung über zivile Veranstaltungen über unsere Erfahrungen motivierend, erfahren und überzeugt den jungen Schweizern Wege in die Armee aufgezeigt. Es gilt zu informieren, welche sicherheitspolitischen Bedrohungen die Schweiz betreffen, welche Kriegsformen es noch geben wird. Wer heute noch mit Syrien und der Ukraine Milliarden in die schweizerische Rüstung investieren will, ist im Re-duit stehen geblieben. Das sind keine glaubwürdigen Argumente mehr für eine gut informierte Bevölkerung. Cyberangriffe erledigen die Schweiz innerhalb Wochen mit intakter Infrastruktur.

*Roger E. Schärer, Oberst a. D.,
Alt-Präsident Offiziersgesellschaft
Zürichsee rechtes Ufer, Feldmeilen*



200 JAHRE STADTSCHÜTZEN BERN

Die Schützen sind auch wichtige Stützen

Die Berner Stadtschützen feiern ihr 200-jähriges Bestehen. Weil sie ab 1818 mithalfen, die nach der Französischen Besatzung zurückgewonnene Freiheit der Schweiz zu verteidigen und gleichzeitig deren Demokratisierung vorantrieben, hat das Jubiläum staatspolitische Bedeutung. Im Gespräch mit Stadtschützinnen und Stadtschützen zeigt sich, dass diese mit ihrer liberalen Denkhaltung mehr denn je für ihre Mitmenschen eintreten und so auch in sozialer Hinsicht ins Schwarze treffen.

Der Schultheiss Niklaus Rudolf von Wattenwyl und der «Kriegs-Rathe der Stadt und Republik Bern» erliessen am 17. Juli 1818 ein Dekret, das anordnete, Schützenkontingente auszuheben und auszubilden. In der Folge wurden in der Republik Bern Schützengesellschaften gebildet; so auch die Stadtschützen. «Nur wer trifft, schreckt ab,» war die Devise. Die Schützen waren bereit, im Notfall den Kopf hinzuhalten. Im Gegenzug forderten sie Mitsprache. Sie wurden so zu Fackelträgern der Demokratisierung. Ein Markstein dieser Entwicklung war 1830 die Auflehnung der Schützen gegen die Obrigkeit am eidgenössischen Schützenfest in Bern. Die Regierung dank-

te ab. Bern erhielt die erste demokratische Verfassung.

Verantwortung für sich und die Mitmenschen

Die Gemeinschaft der Schützen hat massgeblich dazu beigetragen, dass wir unsere direkte Demokratie leben können. In der Schaffung dieser Tradition liegt der staatspolitische Wert der Schützengesellschaften. Die Erfolgsgeschichte Schweiz bestätigt: Der Pfad war richtig. Doch wie steht's mit unserer Zukunft? Die Bernische Verfassung weist uns den Weg: «Neben der Verantwortung für sich selbst trägt jede Person Verantwortung gegenüber den Mitmenschen sowie Mitverantwortung dafür, dass das Recht zur Selbstbestimmung auch künftigen Generationen gewahrt bleibt». Genau diese liberale Grundhaltung leben die Stadtschützinnen und Stadtschützen vor. Dies zeigen im Gespräch mit dem Bärnerbär exemplarisch die Mitglieder Sarah Michel, Philippe Müller, Samuel Spreng, Bruno Marazzi und Walter Inäbnit.

Bärnerbär: Wie wichtig ist Ihnen die liberale Haltung der Stadtschützen? Diese fordert die Freiheit von uns Bernern und Schweizern genauso wie die Selbstverantwortung und die Unterstützung der Allgemeinheit sowie von Mitmenschen, die es nicht

leicht haben.



Regierungsrat Philippe Müller

Regierungsrat Philippe Müller: Sich selber fordern ist für uns Liberale genauso wichtig wie die Verantwortung gegenüber unseren Mitmenschen. Ich versuche, stets ein Vorbild zu sein. Als Regierungsrat setze ich mich dafür ein, dass unser Staat für ein Zusammenleben in Sicherheit sorgt, aber den Mutigen und Fleissigen keine unnötigen reglementarischen Hürden in den Weg legt.

Samuel Spreng: Ich schiesse selber nicht, bin aber sehr angetan vom Esprit der Stadtschützen und der Gilde der Zibelegringe. Letztere wurde von den Stadtschützen ins Leben gerufen. Heute ist die Gilde selbstständig und ernennt jedes Jahr den Oberzibelegring. Dazu hat die Gilde eine Findungskommission und ein Reglement. Die Stadtschützen organisieren jedes Jahr den Anlass am



Samuel Spreng

Zibelemärit. Dafür ist ihnen die Gilde sehr dankbar. Zum Oberzibelegring geehrt werden Persönlichkeiten, die durch ihr Engagement in Bern für die Wirtschaft, die Wissenschaft, die Gesellschaft oder den Standort Bern Außergewöhnliches leisten oder geleistet haben. Insofern bedanken wir uns bei all jenen, denen die Allgemeinheit genauso wichtig ist wie das persönliche Glück. Für mich ist klar: Die liberale Haltung ist weiterhin der Motor der Gesellschaft. Ich finde es deshalb bedenklich, dass der Staat mit immer mehr Regulierungen die Unternehmer bremst und insbesondere auch den jungen Entrepreneurs den Einstieg in die Geschäftswelt stark erschwert und verteuert. Wir müssen unnötige Hemmnisse und Staatsausgaben bekämpfen. Bei aller Freude über das Jubiläum – diesbezüglich gibt es noch Einiges zu tun. Hier sind wir Stadtschützen geforderter denn je.

Walter Inäbni: Innerhalb der Stadtschützen hat jedes Mitglied seine eigene Gesinnung. Die liberale Haltung ist dabei auch historisch bedingt prägend. So ist uns beispielsweise wichtig, dass die Unternehmen in Bern künftig weniger Steuern werden abgeben müssen als dies heute der Fall ist. Der Wirtschaftsstandort



Walter Inäbni

Bern muss für Unternehmer aus dem In- und Ausland noch reizvoller werden. Davon profitieren Arbeitnehmer und Arbeitgeber. Das soziale Engagement ist auch mir seit vielen Jahren ein genauso grosses Anliegen wie meinen Schützenkolleginnen und -kollegen. Diese Verantwortung nehme ich sehr gerne wahr.



Sarah Michel

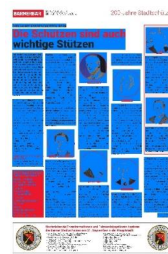
Sarah Michel: Die liberale Grundhaltung ist mir sehr wichtig. Ohne Freiheit und Selbstverantwortung kann man kein selbstbestimmtes Leben führen. Aber wir haben auch eine Verantwortung gegenüber unseren Mitmenschen, wie Sie sagen. Es ist mir deshalb ein Anliegen, die Hilflosesten in unserer Gesellschaft zu unterstützen: kranke Kinder. Darum engagiere ich mich als Bot-

schafterin für die Stiftung Batzebär der Kinderkliniken Bern. Sie bildet Ärzte, Pflegenden und paramedizinisches Personal für besondere Situationen aus, realisiert Forschungsprojekte und bietet zusätzliche Dienstleistungen an, damit Kindern und Eltern der Aufenthalt im Spital erleichtert wird.



Bruno Marazzi

Bruno Marazzi: Mir ist die Freiheit und Neutralität der Schweiz ein grosses Anliegen. Denn frei sind wir am besten und am glücklichsten. Was die Schützengesellschaften im 19. Jahrhundert für die Landesverteidigung leisteten, müssen wir heute neben dem Militär vor allem auch mit guten Verhandlungen, starken Argumenten und hervorragender Diplomatie tun. So stärken und schützen wir die Schweiz am besten. Ich habe es mit meinem Unternehmen immer geschafft, Gerichtsverhandlungen zu verhindern. Mit vielen Einsprechern habe ich gerne persönlich verhandelt und stets eine für beide Seiten gangbare Lösung gefunden. Ich bin davon überzeugt, dass alle Menschen Stärken haben. Man muss sie nur finden und fördern. Bei uns arbeitete mal ein Maurer, den alle weghaben wollten. Ich sprach mit ihm und fand heraus, dass er nicht



gerne denkt, aber umso besser schaufelt. Wir setzten ihn fortan entsprechend ein. Alle waren zufrieden. Hier in der Schweiz dürfen wir aus unzähligen Berufen unsere Berufung auswählen. Das ist ein Privileg. Viele Leute gewichten bei der Berufswahl ihre Leidenschaften leider zu wenig.

*Dominik Rothenbühler
und Ueli Augsburgers*



Das Jubiläums-Programm

Freitag, 21. September 2018

08.00 bis 12.00 Uhr

Freundeidgenössisches
Schiessen am Grauholz

14.00 Uhr

Grosser Festakt
im Berner Münster

15.15 Uhr

Umzug durch die Gassen
der Altstadt

Abend

Apéro und Bankett im
Berner Kursaal
(nur für geladene Gäste)

Ueli Augsburgers, ehemaliger Berner Regierungsrat, ist seit 2003 Präsident der Berner Stadtschützen und Ehrenmitglied der exklusiven Gilde der Zibeleglinge. Ueli Augsburgers wird im Berner Münster am Festakt eine Rede halten und dabei erläutern, weshalb die Gemeinschaft der Schützen in den letzten beiden Jahrhunderten massgeblich dazu beigetragen hat, dass wir Schweizer unsere direkte Demokratie leben und geniessen können.

Matthias Spycher ist Präsident der Berner Offiziersgesellschaft, Sekretär der Berner Stadtschützen und OK-Präsident der 200-Jahr-Feier. Er hat mit seiner Crew 500 Gäste aus der ganzen Schweiz eingeladen und freut sich auch auf den Besuch von Bundesrat Johann Schneider-Ammann.



Offiziersgesellschaft feiert mit Parmelin

Mit viel Prominenz aus Militär und Politik hat die Offiziersgesellschaft Aarau ihr 150-jähriges Bestehen gefeiert. Bundesrat Guy Parmelin nahm den Festakt zum Anlass, die Probleme des Milizsystems anzusprechen. «Es gelingt zu vielen Leuten, den Militärdienst zu umgehen», sagte der Verteidigungsminister. Das gefährde nicht nur den Personalbestand der Armee, sondern auch das Dienstpflichtprinzip und die Solidarität. Parmelin erwartet, dass sich junge Schweizer «in den Dienst unseres Landes stellen», und zwar «wann nötig und so lange wie nötig», notfalls unter Einsatz ihres Lebens.



Regio-Ausgabe

AZ Aarau-Lenzburg-Zofingen
5001 Aarau
058/ 200 58 58
www.aargauerzeitung.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 25'749
Erscheinungsweise: 5x wöchentlich

Seite: 2
Fläche: 136'161 mm²

Auftrag: 3007490
Themen-Nr.: 330.003

Referenz: 70917829
Ausschnitt Seite: 1/3

Guy Parmelin im Aargau Bundesrat an Feier zu 150 Jahre Offiziersgesellschaft Aarau «Es gelingt zu vielen, den Dienst zu umgehen»

1868 wurde die Offiziersgesellschaft Aarau gegründet. Seither haben hier viele hochrangige Militärangehörige ihre Karriere weitergebracht. Das gibt nach 150 Jahren Anlass zum Feiern - und ein Plädoyer für das Milizsystem.



Das Soldatenspiel trug die Landeshymne vor. Ehrensache, dass feierlich mitgesungen wird. Zu vorderst: Nationalrätin Corina Eichenberger (in Weiss), Bundesrat Guy Parmelin, Regierungsrätin Franziska Roth, Divisionär Hans-Peter Walser, Offiziersgesellschaftspräsident Reto Berli (v.l.).
ALEX SPIOHALE



Regio-Ausgabe

 AZ Aarau-Lenzburg-Zofingen
 5001 Aarau
 058/ 200 58 58
 www.aargauerzeitung.ch

 Medienart: Print
 Medientyp: Tages- und Wochenpresse
 Auflage: 25'749
 Erscheinungsweise: 5x wöchentlich

 Seite: 2
 Fläche: 136'161 mm²

 Auftrag: 3007490
 Themen-Nr.: 330.003

 Referenz: 70917829
 Ausschnitt Seite: 2/3

VON NADJA ROHNER

Schade, ist die Alte Reithalle in Aarau noch nicht umgebaut. Sie wäre die perfekte Location gewesen für die 150-Jahr-Feier der Offiziersgesellschaft (OG) Aarau. «Die wohl einzige Offiziersgesellschaft, die mit Hans Herzog einen General zu ihren Gründungsmitgliedern zählen darf», sagte Bundesrat Guy Parmelin in seiner Rede im Kultur- und Kongresshaus. Der Verteidigungsminister hatte «meine spontane Einladung ebenso spontan und unkompliziert angenommen», wie Ruedi Suter, OK-Präsident der Jubiläumsfeier, erfreut feststellte. Der Bundesrat seinerseits befand, es sei ihm ein Vergnügen: «Sie sind gelebte Miliz!»

Die Gästeschar, die von einem Soldatenspiel unter Leutnant Tobias Vogt musikalisch empfangen wurde, wäre auch ohne bundesrätliche Beteiligung hochkarätig gewesen. National-, Gross-, Regierungs-, Stadt- und Einwohnerräte, hochrangige Militärangehörige von inner- und ausserhalb des Kantons kamen.

Der Präsident der OG Aarau, Reto Berli, deutete die grosse Zahl der Anwesenden als «Zeichen der Verbundenheit» gegenüber der Offiziersgesellschaft. «Es ist nicht selbstverständlich, dass es Offiziersgesellschaften noch heute in dieser Form und mit dieser stolzen Zahl an Mitgliedern gibt.» Er betonte: «Es ist mehr als ein Dabeisein - es ist ein Dazugehören.»

Roth: «Auf gutem Boden»

Die kantonale Militärdirektorin, Regierungsrätin Franziska Roth, befand in ihrer Rede, die Jubilarin wirke für ihre 150 Jahre «ausgesprochen frisch und vital». Weshalb? Erstens sei die Offiziersgesellschaft Aarau «auf gutem Boden gewachsen», denn: «Wer hat diesen Kanton gegründet? Ein Soldat. Vielleicht der grösste, den es je gegeben hat.» Diesem napoleonischen Erbe sei man treu geblieben. Ausserdem wisse die OG, wofür sie stehe; nämlich für «Kameradschaft und militärische Sachkunde» sowie «vernünftiger und freiheitlicher Fortschritt».

Warum es die Offiziersgesellschaften

braucht, erklärte Kantonalpräsident Ulrich Price: 1833 habe man die Schweizer Offiziersgesellschaft gegründet; dies mit der Idee, ausserdienstliche Fortbildung zu betreiben. «Damals gab es nur alle drei Jahre einen dreitägigen Wiederholungskurs. Die Vergessensquote war entsprechend enorm», sagte Price.

Divisionär Hans-Peter Walser, Kommandant der seit Kurzem in Aarau ansässigen Territorialdivision 2, überbrachte «die besten Wünsche der Armee» und blickte auf Aaraus Tradition als Garnisonsstadt

«Es ist mehr als ein Dabeisein – es ist ein Dazugehören.»

Reto Berli Präsident
Offiziersgesellschaft Aarau

zurück. Walser äusserte aber Bedauern darüber, dass das Ansehen und der Rückhalt der Armee in der Gesellschaft nicht mehr ganz so stark seien wie früher. Stichwort: Milizsystem. «Die personelle Alimentierung der Armee ist im heutigen Umfeld eine Herausforderung», so Walser. Es müsse wieder selbstverständlich werden, dass die verfassungsmässige Wehrpflicht gelebt werde, dass «junge Schweizer Militärdienst leisten» und «einstehen für eine sichere Schweiz, in der wir in Freiheit leben können».

Parmelin: «Kritische Phase»

Auch Bundesrat Guy Parmelin betonte, man befinde sich diesbezüglich in einer «kritischen Phase». Der Verteidigungsminister bemängelte: «Es gelingt zu vielen Leuten, den Militärdienst zu umgehen.» Das gefährde nicht nur den Personalbestand, sondern auch das Dienstpflichtprinzip und die Solidarität. Er erwarte, dass sich die jungen Schweizer «in den Dienst unseres Landes stellen», und zwar «wann nötig und so lange wie nötig», notfalls auch unter Einsatz ihres Lebens. Die Gesellschaft müsse dieses Engagement aber auch unterstützen und wertschätzen. Die wichtigste Voraussetzung für die Armee und das Milizsystem sei, dass die Bürger dahinter-



Regio-Ausgabe

 AZ Aarau-Lenzburg-Zofingen
 5001 Aarau
 058/ 200 58 58
 www.aargauerzeitung.ch

 Medienart: Print
 Medientyp: Tages- und Wochenpresse
 Auflage: 25'749
 Erscheinungsweise: 5x wöchentlich

 Seite: 2
 Fläche: 136'161 mm²

 Auftrag: 3007490
 Themen-Nr.: 330.003

 Referenz: 70917829
 Ausschnitt Seite: 3/3

stehen: «Nicht nur bei Volksabstimmungen, sondern auch mit ihrem persönlichen Engagement.»

Parmelin sprach ausserdem über die allgemeine Lage: Sie sei «von Unsicherheit geprägt: Wir spüren, dass gewisse Entwicklungen falsch laufen, aber wir wissen noch nicht genau, wie wir ihnen begegnen können». Und er stellte klar, was er als Departementsvorsteher von der Armee erwarte: «Dass sie zum richtigen Zeitpunkt mit den richtigen Mitteln die erforderlichen Leistungen erbringen kann. Ich lege auf die Verfügbarkeit von Mitteln gleich viel Wert wie auf die Leistungen selber.» Und er nahm die Anwesenden in die Pflicht: Man müsse «gemeinsam dem Bürger vermitteln, dass die Armee zu unserem Schutz da ist», mahnte Parmelin.

Festschrift präsentiert

Die Redner erhielten nicht nur eine Rüeblitorte, sondern auch ein druckfrisches Exemplar der Festschrift als Dank. Diese wurde von Projektleiter Dieter Wicki mit Witz und Leidenschaft vorgestellt, indem er das Publikum mitnahm auf eine etappenweise Zeitreise zurück ins Gründungsjahr 1868.

Weitere Fotos von der 150-Jahr-Feier sehen Sie auf www.aargauerzeitung.ch



Gedenkfeier zur Erinnerung an eine schwere Zeit

VON HANS-PETER WIDMER (TEXT UND FOTO)



Der Präsident der Aargauischen Offiziersgesellschaft, Oberstleutnant Ulrich Price und Regierungsrätin Franziska Roth legten einen Blumenkranz nieder.

Bei einem Anlass in der Kantonsmitte gedachten 70 Menschen dem Ende des 1. Weltkriegs vor hundert Jahren.

Die Aargauische Offiziersgesellschaft erinnerte am gestrigen Betttag mit einer Gedenkfeier beim geografischen Mittelpunkt des Kantons, im Wald von Niederlenz, an den vor 100 Jahren beendeten Ersten Weltkrieg. Der besinnliche Anlass machte bewusst, wie viel Sorgen, Leid und Trauer die Kriegsjahre 1914-1918 mit dem anschliessenden Landesstreik und einer todbringenden Grippeepidemie der Schweizer Bevölkerung und Armee brachten. Der Windischer Historiker und ehemalige SVP-Grossrat Jürg Stüssi-Lauterburg schilderte in einer eindringlichen Ansprache die Ereignisse und ihre Folgen.

Vom Krieg zum Streik

Die Grenzbesetzung 1914-1918 war schwierig. Für die 250 000 Soldaten der Feldarmee sowie die 200 000 Hilfsdienstpflichtigen und ihre Familien gab es damals keine Verdienstausfallentschädigung. Hilfswerke wie der von Else Spiller 1914 gegründete Schweizer Verband Soldatenwohl und Truppenkassen versuchten das Schlimmste zu mildern. Von Frauen geführte Soldatenstuben setzten preiswerte, gesunde Kost und ungesunder Verpflegung und verbreitetem Alkoholkonsum entgegen.

Die Verdoppelung der Konsumentenpreise, eine Lebensmittelverknappung und der Lohnausfall lösten damals in der Schweiz soziale Spannungen aus. Sie entluden sich, angeheizt durch politische Agitation, in Krawallen und im Landesstreik 1918. Es gab Tote. Lange blieben die Gräben offen.

Die politische Stimmung habe sich

erst gebessert, erklärte Jürg Stüssi-Lauterburg, als weitsichtige Politiker wie der Aargauer SP-Nationalrat Arthur Schmid senior und der BGB-Bundesrat Rudolf Minger 1930 aufeinander zugegangen seien. Schliesslich wurde auch der einst zu vier Wochen Gefängnis verurteilte sozialdemokratische Landesstreikaktivist Ernst Nobs 1943 in den Bundesrat gewählt.

Das grosse Sterben

Als ob der Sorgen nicht genug gewesen wären, brach auch in der Schweiz die Spanische Grippe aus. Daran starben zwischen Juli 1918 und Juni 1919 mehr als 24 000 Menschen. Er sei als Windischer Gemeinderat von 1986 bis 1993 zahlreichen achtzig- bis hundertjährigen Mitbürgern begegnet, berichtete Jürg Stüssi, die ihm als Zeitzeugen unvergessliche Erlebnisse aus dieser Grippezeit anvertraut hätten. Oft übernahmen Frauen die Krankenpflege – nicht wenige bezahlten diese Aufopferung mit dem eigenen Leben.

Die gestrige Feier stand unter dem Patronat der kantonalen Sozialministerin und Militärdirektorin Franziska Roth. Am symbolischen Ort in der Kantonsmitte und am sinnstiftenden Dank-, Buss- und Betttag wurde mit Respekt der Heldinnen und Helden des Alltags von damals gedacht, die in der Not der Kriegs- und Nachkriegsjahre Grosses geleistet hatten. Der Feldprediger Samuel Schmid gab der Dankbarkeit in einem Gebet Ausdruck und sprach die Hoffnung aus, dass unser Land künftige Herausforderungen solidarisch meistern möge.

Blumenkranz niedergelegt

Vertreten waren am Gedenk Anlass ungefähr 70 Personen sowie Fahnen-delegationen der regionalen Offiziersgesellschaften und eine berittene Dreiergruppe der historischen Kavallerie-Schwadron 1972. Regierungsrätin Franziska Roth und der Präsident der Aargauischen Offiziersgesellschaft, Oberst-



leutnant Ulrich Price, legten zu der von Aarauer Turmbläsern gespielten Melodie «Ich hatt' einen Kameraden» am Gedenkstein in der Kantonsmitte einen Blumenkranz nieder.



Bundesrat in Aarau Offiziersgesellschaft feiert mit Parmelin

Mit viel Prominenz aus Militär und Politik hat die Offiziersgesellschaft Aarau ihr 150-jähriges Bestehen gefeiert. Bundesrat Guy Parmelin nahm den Festakt zum Anlass, die Probleme des Milizsystems anzusprechen. «Es gelingt zu vielen Leuten, den Militärdienst zu umgehen», sagte der Verteidigungsminister. Das gefährde nicht nur den Personalbestand der Armee, sondern auch das Dienstpflichtprinzip und die Solidarität. Parmelin erwartet, dass sich junge Schweizer «in den Dienst unseres Landes stellen», und zwar «wann nötig und so lange wie nötig», notfalls unter Einsatz ihres Lebens. **SEITE 16/17**

Offiziersgesellschaft Aarau

Bundesrat Guy Parmelin bemängelt beim Besuch im Aargau: «Es gelingt zu vielen, den Dienst zu umgehen»

von Nadja Rohner - az Aargauer Zeitung
17.9.2018 um 04:00 Uhr



Das Soldatenspiel trug die Landeshymne vor. Ehrensache, dass feierlich mitgesungen wird. Zuvorderst: Nationalrätin Corina Eichenberger (in Weiss), Bundesrat Guy Parmelin, Regierungsrätin Franziska Roth, Divisionär Hans-Peter Walser, Offiziersgesellschaftspräsident Reto Berli (v. l.).

© Alex Spichale



Das Soldatenspiel unter der Leitung von Leutnant Tobias Vogt

© Alex Spichale



National-, Gross-, Regierungs-, Stadt- und Einwohnerräte, hochrangige Militäranghörige von inner- und ausserhalb des Kantons kamen zur Feier.

© Alex Spichale



Divisionär Hans-Peter Walser.

© Alex Spichale



© Alex Spichale

1868 wurde die Offiziersgesellschaft Aarau gegründet. Seither haben hier viele hochrangige Militäranghörige ihre Karriere weitergebracht. Das gibt nach 150 Jahren Anlass zum Feiern – und ein Plädoyer für das Milizsystem.

Schade, ist die Alte Reithalle in Aarau noch nicht umgebaut. Sie wäre die perfekte Location gewesen für die 150-Jahr-Feier der Offiziersgesellschaft (OG) Aarau. «Die wohl einzige Offiziersgesellschaft, die mit Hans Herzog einen General zu ihren Gründungsmitgliedern zählen darf», sagte Bundesrat Guy Parmelin in seiner Rede im Kultur- und Kongresshaus. Der Verteidigungsminister hatte «meine spontane Einladung ebenso spontan und unkompliziert angenommen», wie Ruedi Suter, OK-Präsident der Jubiläumsfeier, erfreut feststellte. Der Bundesrat seinerseits befand, es sei ihm ein Vergnügen: «Sie sind gelebte Miliz!»

Die Gästeschar, die von einem Soldatenspiel unter Leutnant Tobias Vogt musikalisch empfangen wurde, wäre auch ohne bundesrätliche Beteiligung hochkarätig gewesen. National-, Gross-, Regierungs-, Stadt- und Einwohnerräte, hochrangige Militäranghörige von inner- und ausserhalb des Kantons kamen.

Der Präsident der OG Aarau, Reto Berli, deutete die grosse Zahl der Anwesenden als «Zeichen der Verbundenheit» gegenüber der Offiziersgesellschaft. «Es ist nicht selbstverständlich, dass es Offiziersgesellschaften noch heute in dieser Form und mit dieser stolzen Zahl an Mitgliedern gibt.» Er betonte: «Es ist mehr als ein Dabeisein – es ist ein Dazugehören.»

Roth: «Auf gutem Boden»

Die kantonale Militärdirektorin, Regierungsrätin Franziska Roth, befand in ihrer Rede, die Jubilarin wirke für ihre 150 Jahre «ausgesprochen frisch und vital». Weshalb? Erstens sei die Offiziersgesellschaft Aarau «auf gutem Boden gewachsen», denn: «Wer hat diesen Kanton gegründet? Ein Soldat. Vielleicht der grösste, den es je gegeben hat.» Diesem napoleonischen Erbe sei man treu geblieben. Ausserdem wisse die OG, wofür sie stehe; nämlich für «



Kameradschaft und militärische Sachkunde» sowie «vernünftiger und freiheitlicher Fortschritt».

Warum es die Offiziersgesellschaften braucht, erklärte Kantonalpräsident Ulrich Price: 1833 habe man die Schweizer Offiziersgesellschaft gegründet; dies mit der Idee, ausserdienstliche Fortbildung zu betreiben. «Damals gab es nur alle drei Jahre einen dreitägigen Wiederholungskurs. Die Vergessensquote war entsprechend enorm», sagte Price.

Divisionär Hans-Peter Walser, Kommandant der seit Kurzem in Aarau ansässigen Territorialdivision 2, überbrachte «die besten Wünsche der Armee» und blickte auf Aaraus Tradition als Garnisonsstadt zurück. Walser äusserte aber Bedauern darüber, dass das Ansehen und der Rückhalt der Armee in der Gesellschaft nicht mehr ganz so stark seien wie früher. Stichwort: Milizsystem. «Die personelle Alimentierung der Armee ist im heutigen Umfeld eine Herausforderung», so Walser. Es müsse wieder selbstverständlich werden, dass die verfassungsmässige Wehrpflicht gelebt werde, dass «junge Schweizer Militärdienst leisten» und «einstehen für eine sichere Schweiz, in der wir in Freiheit leben können».

Parmelin: «Kritische Phase»

Auch Bundesrat Guy Parmelin betonte, man befinde sich diesbezüglich in einer «kritischen Phase». Der Verteidigungsminister bemängelte: «Es gelingt zu vielen Leuten, den Militärdienst zu umgehen.» Das gefährde nicht nur den Personalbestand, sondern auch das Dienstpflichtprinzip und die Solidarität. Er erwarte, dass sich die jungen Schweizer «in den Dienst unseres Landes stellen», und zwar «wann nötig und so lange wie nötig», notfalls auch unter Einsatz ihres Lebens. Die Gesellschaft müsse dieses Engagement aber auch unterstützen und wertschätzen. Die wichtigste Voraussetzung für die Armee und das Milizsystem sei, dass die Bürger dahinterstehen: «Nicht nur bei Volksabstimmungen, sondern auch mit ihrem persönlichen Engagement.»

Parmelin sprach ausserdem über die allgemeine Lage: Sie sei «von Unsicherheit geprägt: Wir spüren, dass gewisse Entwicklungen falsch laufen, aber wir wissen noch nicht genau, wie wir ihnen begegnen können». Und er stellte klar, was er als Departementsvorsteher von der Armee erwarte: «Dass sie zum richtigen Zeitpunkt mit den richtigen Mitteln die erforderlichen Leistungen erbringen kann. Ich lege auf die Verfügbarkeit von Mitteln gleich viel Wert wie auf die Leistungen selber.» Und er nahm die Anwesenden in die Pflicht: Man müsse «gemeinsam dem Bürger vermitteln, dass die Armee zu unserem Schutz da ist», mahnte Parmelin.

Festschrift präsentiert

Die Redner erhielten nicht nur eine Rüeblitorte, sondern auch ein druckfrisches Exemplar der Festschrift als Dank. Diese wurde von Projektleiter Dieter Wicki mit Witz und Leidenschaft vorgestellt, indem er das Publikum mitnahm auf eine etappenweise Zeitreise zurück ins Gründungsjahr 1868.

Parmelin bemängelt Opferbereitschaft der Jungen

Der Bundesrat hat bei einem Besuch der Offiziersgesellschaft Aarau kritisiert, dass es zu vielen gelänge, «den Dienst zu umgehen».



Bundesrat Guy Parmelin dankt den Zuhörern für deren Einsatz. (Bild: Twitter/VBS)

Anlässlich der 150-Jahr-Feier der Offiziersgesellschaft (OG) Aarau vom letzten Samstag war auch Bundesrat Guy Parmelin eingeladen.

In seiner Rede im Kultur- und Kongresshaus bemängelte der Verteidigungsminister, dass ein Teil der jungen Schweizer keinen Militärdienst leisten wollen, wie die Aargauer Zeitung am Montag berichtet. «Es gelingt zu vielen Leuten, den Militärdienst zu umgehen», so Parmelin. Dies gefährde nicht nur den Personalbestand, sondern auch das Dienstpflichtprinzip und die Solidarität.

Parmelin erwartet von den jungen Schweizern, dass sie sich «in den Dienst unseres Landes stellen», und zwar «wann nötig und so lange wie nötig», notfalls auch unter Einsatz ihres Lebens. Zudem müsse die Gesellschaft dieses Engagement unterstützen und wertschätzen, nicht nur bei Volksabstimmungen, sondern auch mit ihrem persönlichen Engagement, sagte Parmelin.

Eine weitere Botschaft des Bundesrates war seine Erwartungen von der Armee. Sie müsse zum richtigen Zeitpunkt mit den richtigen Mitteln die erforderlichen Leistungen erbringen können. «Ich lege auf die Verfügbarkeit von Mitteln gleich viel Wert wie auf die Leistungen selber», so Parmelin.

Weshalb keine freiwillige Miliz?



Auch die Anwesenden des der Zeitung nach gut besuchten Jubiläum-Anlasses nahm der 58-jährige Departementschef mit mahnenden Worten in die Pflicht: Man müsse gemeinsam dem Bürger vermitteln, «dass die Armee zu unserem Schutz da ist.»

Ob Parmelins Worte Schweizer Männer zurück in den Militärdienst treiben, ist fraglich. Reiner Eichenberger, Professor für Theorie der Wirtschafts- und Finanzpolitik an der Universität Freiburg (Schweiz), sagte in einem Interview mit der «SonntagsZeitung» vor rund einem Jahr, dass die Wehrpflicht ein Auslaufmodell ist. Für die Schweizer Armee gebe es deshalb nur eine sinnvolle Reform: die freiwillige Miliz. Angesprochen hatte Parmelin das Thema nicht. Eichenberger hatte 1991 im Auftrag der Schweizer Armee das Konzept einer freiwilligen Miliz entwickelt. (TA/NN)

Erstellt: 17.09.2018, 08:53 Uhr

Parmelin: «Es gelingt zu vielen, den Dienst zu umgehen»

Der Bundesrat hat bei einem Besuch der Offiziersgesellschaft Aarau die Einsatz- und Opferbereitschaft von jungen Schweizern bemängelt.



Bundesrat Guy Parmelin dankt den Zuhörern für deren Einsatz. (Bild: Twitter/VBS)

Aktualisiert vor 2 Minuten

Anlässlich der 150-Jahr-Feier der Offiziersgesellschaft (OG) Aarau vom letzten Samstag war auch Bundesrat Guy Parmelin eingeladen.

In seiner Rede im Kultur- und Kongresshaus bemängelte der Verteidigungsminister, dass ein Teil der jungen Schweizer keinen Militärdienst leisten wollen, wie die Aargauer Zeitung am Montag berichtet. «Es gelingt zu vielen Leuten, den Militärdienst zu umgehen», so Parmelin. Dies gefährde nicht nur den Personalbestand, sondern auch das Dienstpflichtprinzip und die Solidarität.

Parmelin erwartet von den jungen Schweizern, dass sie sich «in den Dienst unseres Landes stellen», und zwar «wann nötig und so lange wie nötig», notfalls auch unter Einsatz ihres Lebens. Zudem müsse die Gesellschaft dieses Engagement unterstützen und wertschätzen, nicht nur bei Volksabstimmungen, sondern auch mit ihrem persönlichen Engagement, sagte Parmelin.

Eine weitere Botschaft des Bundesrates war seine Erwartungen von der Armee. Sie müsse zum richtigen Zeitpunkt mit den richtigen Mitteln die erforderlichen Leistungen erbringen können. «Ich lege auf die Verfügbarkeit von Mitteln gleich viel Wert wie auf die Leistungen selber», so Parmelin.



Weshalb keine freiwillige Miliz?

Auch die Anwesenden des der Zeitung nach gut besuchten Jubiläum-Anlasses nahm der 58-jährige Departementschef mit mahnenden Worten in die Pflicht: Man müsse gemeinsam dem Bürger vermitteln, «dass die Armee zu unserem Schutz da ist.»

Ob Parmelins Worte Schweizer Männer zurück in den Militärdienst treiben, ist fraglich. Reiner Eichenberger, Professor für Theorie der Wirtschafts- und Finanzpolitik an der Universität Freiburg (Schweiz), sagte in einem Interview mit der «SonntagsZeitung» vor rund einem Jahr, dass die Wehrpflicht ein Auslaufmodell ist. Für die Schweizer Armee gebe es deshalb nur eine sinnvolle Reform: die freiwillige Miliz. Eichenberger hatte 1991 im Auftrag der Schweizer Armee das Konzept einer freiwilligen Miliz entwickelt. (TA/NN)

Erstellt: 17.09.2018, 08:45 Uhr

Parmelin bemängelt Opferbereitschaft der Jungen

Der Bundesrat hat bei einem Besuch der Offiziersgesellschaft Aarau kritisiert, dass es zu vielen gelänge, «den Dienst zu umgehen».



Bundesrat Guy Parmelin dankt den Zuhörern für deren Einsatz. (Bild: Twitter/VBS)

Aktualisiert vor 8 Minuten

Anlässlich der 150-Jahr-Feier der Offiziersgesellschaft (OG) Aarau vom letzten Samstag war auch Bundesrat Guy Parmelin eingeladen.

In seiner Rede im Kultur- und Kongresshaus bemängelte der Verteidigungsminister, dass ein Teil der jungen Schweizer keinen Militärdienst leisten wollen, wie die Aargauer Zeitung am Montag berichtet. «Es gelingt zu vielen Leuten, den Militärdienst zu umgehen», so Parmelin. Dies gefährde nicht nur den Personalbestand, sondern auch das Dienstpflichtprinzip und die Solidarität.

Parmelin erwartet von den jungen Schweizern, dass sie sich «in den Dienst unseres Landes stellen», und zwar «wann nötig und so lange wie nötig», notfalls auch unter Einsatz ihres Lebens. Zudem müsse die Gesellschaft dieses Engagement unterstützen und wertschätzen, nicht nur bei Volksabstimmungen, sondern auch mit ihrem persönlichen Engagement, sagte Parmelin.

Eine weitere Botschaft des Bundesrates war seine Erwartungen von der Armee. Sie müsse zum richtigen Zeitpunkt mit den richtigen Mitteln die erforderlichen Leistungen erbringen können. «Ich lege auf die Verfügbarkeit von Mitteln gleich viel Wert wie auf die Leistungen selber», so Parmelin.



Weshalb keine freiwillige Miliz?

Auch die Anwesenden des der Zeitung nach gut besuchten Jubiläum-Anlasses nahm der 58-jährige Departementschef mit mahnenden Worten in die Pflicht: Man müsse gemeinsam dem Bürger vermitteln, «dass die Armee zu unserem Schutz da ist.»

Ob Parmelins Worte Schweizer Männer zurück in den Militärdienst treiben, ist fraglich. Reiner Eichenberger, Professor für Theorie der Wirtschafts- und Finanzpolitik an der Universität Freiburg (Schweiz), sagte in einem Interview mit der «SonntagsZeitung» vor rund einem Jahr, dass die Wehrpflicht ein Auslaufmodell ist. Für die Schweizer Armee gebe es deshalb nur eine sinnvolle Reform: die freiwillige Miliz. Angesprochen hatte Parmelin das Thema nicht. Eichenberger hatte 1991 im Auftrag der Schweizer Armee das Konzept einer freiwilligen Miliz entwickelt. (TA/NN)

Erstellt: 17.09.2018, 08:53 Uhr

Parmelin bemängelt Opferbereitschaft der Jungen

Der Bundesrat hat bei einem Besuch der Offiziersgesellschaft Aarau kritisiert, dass es zu vielen gelänge, «den Dienst zu umgehen».



Bundesrat Guy Parmelin dankt den Zuhörern für deren Einsatz. (Bild: Twitter/VBS)

Anlässlich der 150-Jahr-Feier der Offiziersgesellschaft (OG) Aarau vom letzten Samstag war auch Bundesrat Guy Parmelin eingeladen.

In seiner Rede im Kultur- und Kongresshaus bemängelte der Verteidigungsminister, dass ein Teil der jungen Schweizer keinen Militärdienst leisten wollen, wie die «Aargauer Zeitung» am Montag berichtet. «Es gelingt zu vielen Leuten, den Militärdienst zu umgehen», so Parmelin. Dies gefährde nicht nur den Personalbestand, sondern auch das Dienstpflichtprinzip und die Solidarität.

Parmelin erwartet von den jungen Schweizern, dass sie sich «in den Dienst unseres Landes stellen», und zwar «wann nötig und so lange wie nötig», notfalls auch unter Einsatz ihres Lebens. Zudem müsse die Gesellschaft dieses Engagement unterstützen und wertschätzen, nicht nur bei Volksabstimmungen, sondern auch mit ihrem persönlichen Engagement, sagte Parmelin.

Eine weitere Botschaft des Bundesrats waren seine Erwartungen von der Armee. Sie müsse zum richtigen Zeitpunkt mit den richtigen Mitteln die erforderlichen Leistungen erbringen können. «Ich lege auf die Verfügbarkeit von Mitteln gleich viel Wert wie auf die Leistungen selber», so Parmelin.

Weshalb keine freiwillige Miliz?



Auch die Anwesenden des der Zeitung nach gut besuchten Jubiläum-Anlasses nahm der 58-jährige Departementschef mit mahnenden Worten in die Pflicht: Man müsse gemeinsam dem Bürger vermitteln, «dass die Armee zu unserem Schutz da ist».

Ob Parmelins Worte Schweizer Männer zurück in den Militärdienst treiben, ist fraglich. Reiner Eichenberger, Professor für Theorie der Wirtschafts- und Finanzpolitik an der Universität Freiburg (Schweiz), sagte in einem Interview mit der «SonntagsZeitung» vor rund einem Jahr, dass die Wehrpflicht ein Auslaufmodell sei. Für die Schweizer Armee gebe es deshalb nur eine sinnvolle Reform: die freiwillige Miliz. Angesprochen hatte Parmelin das Thema nicht. Eichenberger hatte 1991 im Auftrag der Schweizer Armee das Konzept einer freiwilligen Miliz entwickelt. (TA/NN)

Erstellt: 17.09.2018, 08:53 Uhr

Offiziersgesellschaft Aarau

Bundesrat Guy Parmelin bemängelt beim Besuch im Aargau: «Es gelingt zu vielen, den Dienst zu umgehen»

von Nadja Rohner - az Aargauer Zeitung
17.9.2018 um 04:00 Uhr



Das Soldatenspiel trug die Landeshymne vor. Ehrensache, dass feierlich mitgesungen wird. Zuvorderst: Nationalrätin Corina Eichenberger (in Weiss), Bundesrat Guy Parmelin, Regierungsrätin Franziska Roth, Divisionär Hans-Peter Walser, Offiziersgesellschaftspräsident Reto Berli (v. l.).

© Alex Spichale



Das Soldatenspiel unter der Leitung von Leutnant Tobias Vogt

© Alex Spichale



National-, Gross-, Regierungs-, Stadt- und Einwohnerräte, hochrangige Militärangehörige von inner- und ausserhalb des Kantons kamen zur Feier.

© Alex Spichale



Divisionär Hans-Peter Walser.

© Alex Spichale



© Alex Spichale

1868 wurde die Offiziersgesellschaft Aarau gegründet. Seither haben hier viele hochrangige Militärangehörige ihre Karriere weitergebracht. Das gibt nach 150 Jahren Anlass zum Feiern – und ein Plädoyer für das Milizsystem.

Schade, ist die Alte Reithalle in Aarau noch nicht umgebaut. Sie wäre die perfekte Location gewesen für die 150-Jahr-Feier der Offiziersgesellschaft (OG) Aarau. «Die wohl einzige Offiziersgesellschaft, die mit Hans Herzog einen General zu ihren Gründungsmitgliedern zählen darf», sagte Bundesrat Guy Parmelin in seiner Rede im Kultur- und Kongresshaus. Der Verteidigungsminister hatte «meine spontane Einladung ebenso spontan und unkompliziert angenommen», wie Ruedi Suter, OK-Präsident der Jubiläumsfeier, erfreut feststellte. Der Bundesrat seinerseits befand, es sei ihm ein Vergnügen: «Sie sind gelebte Miliz!»

Die Gästeschar, die von einem Soldatenspiel unter Leutnant Tobias Vogt musikalisch empfangen wurde, wäre auch ohne bundesrätliche Beteiligung hochkarätig gewesen. National-, Gross-, Regierungs-, Stadt- und Einwohnerräte, hochrangige Militärangehörige von inner- und ausserhalb des Kantons kamen.

Der Präsident der OG Aarau, Reto Berli, deutete die grosse Zahl der Anwesenden als «Zeichen der Verbundenheit» gegenüber der Offiziersgesellschaft. «Es ist nicht selbstverständlich, dass es Offiziersgesellschaften noch heute in dieser Form und mit dieser stolzen Zahl an Mitgliedern gibt.» Er betonte: «Es ist mehr als ein Dabeisein – es ist ein Dazugehören.»

Roth: «Auf gutem Boden»

Die kantonale Militärdirektorin, Regierungsrätin Franziska Roth, befand in ihrer Rede, die Jubilarin wirke für ihre 150 Jahre «ausgesprochen frisch und vital». Weshalb? Erstens sei die Offiziersgesellschaft Aarau «auf gutem Boden gewachsen», denn: «Wer hat diesen Kanton gegründet? Ein Soldat. Vielleicht der grösste, den es je gegeben hat.» Diesem napoleonischen Erbe sei man treu geblieben. Ausserdem wisse die OG, wofür sie stehe; nämlich für «



Kameradschaft und militärische Sachkunde» sowie «vernünftiger und freiheitlicher Fortschritt».

Warum es die Offiziersgesellschaften braucht, erklärte Kantonalpräsident Ulrich Price: 1833 habe man die Schweizer Offiziersgesellschaft gegründet; dies mit der Idee, ausserdienstliche Fortbildung zu betreiben. «Damals gab es nur alle drei Jahre einen dreitägigen Wiederholungskurs. Die Vergessensquote war entsprechend enorm», sagte Price.

Divisionär Hans-Peter Walser, Kommandant der seit Kurzem in Aarau ansässigen Territorialdivision 2, überbrachte «die besten Wünsche der Armee» und blickte auf Aaraus Tradition als Garnisonsstadt zurück. Walser äusserte aber Bedauern darüber, dass das Ansehen und der Rückhalt der Armee in der Gesellschaft nicht mehr ganz so stark seien wie früher. Stichwort: Milizsystem. «Die personelle Alimentierung der Armee ist im heutigen Umfeld eine Herausforderung», so Walser. Es müsse wieder selbstverständlich werden, dass die verfassungsmässige Wehrpflicht gelebt werde, dass «junge Schweizer Militärdienst leisten» und «einstehen für eine sichere Schweiz, in der wir in Freiheit leben können».

Parmelin: «Kritische Phase»

Auch Bundesrat Guy Parmelin betonte, man befinde sich diesbezüglich in einer «kritischen Phase». Der Verteidigungsminister bemängelte: «Es gelingt zu vielen Leuten, den Militärdienst zu umgehen.» Das gefährde nicht nur den Personalbestand, sondern auch das Dienstpflichtprinzip und die Solidarität. Er erwarte, dass sich die jungen Schweizer «in den Dienst unseres Landes stellen», und zwar «wann nötig und so lange wie nötig», notfalls auch unter Einsatz ihres Lebens. Die Gesellschaft müsse dieses Engagement aber auch unterstützen und wertschätzen. Die wichtigste Voraussetzung für die Armee und das Milizsystem sei, dass die Bürger dahinterstehen: «Nicht nur bei Volksabstimmungen, sondern auch mit ihrem persönlichen Engagement.»

Parmelin sprach ausserdem über die allgemeine Lage: Sie sei «von Unsicherheit geprägt: Wir spüren, dass gewisse Entwicklungen falsch laufen, aber wir wissen noch nicht genau, wie wir ihnen begegnen können». Und er stellte klar, was er als Departementsvorsteher von der Armee erwarte: «Dass sie zum richtigen Zeitpunkt mit den richtigen Mitteln die erforderlichen Leistungen erbringen kann. Ich lege auf die Verfügbarkeit von Mitteln gleich viel Wert wie auf die Leistungen selber.» Und er nahm die Anwesenden in die Pflicht: Man müsse «gemeinsam dem Bürger vermitteln, dass die Armee zu unserem Schutz da ist», mahnte Parmelin.

Festschrift präsentiert

Die Redner erhielten nicht nur eine Rüeblitorte, sondern auch ein druckfrisches Exemplar der Festschrift als Dank. Diese wurde von Projektleiter Dieter Wicki mit Witz und Leidenschaft vorgestellt, indem er das Publikum mitnahm auf eine etappenweise Zeitreise zurück ins Gründungsjahr 1868.

War dieser Artikel lesenswert?

thumb-up JA thumb-down NEIN

facebook twitter mail print

Kommentar hinterlegen

Der Bund

Parmelin bemängelt Opferbereitschaft der Jungen

1/2 Seiten



© (TA/NN) Parmelin bemängelt Opferbereitschaft der Jungen

Der Bundesrat hat bei einem Besuch der Offiziersgesellschaft Aarau kritisiert, dass es zu vielen gelänge, «den Dienst zu umgehen».

Anlässlich der 150-Jahr-Feier der Offiziersgesellschaft (OG) Aarau vom letzten Samstag war auch Bundesrat Guy Parmelin eingeladen.

In seiner Rede im Kultur- und Kongresshaus bemängelte der Verteidigungsminister, dass ein Teil der jungen Schweizer keinen Militärdienst leisten wollen, wie die Aargauer Zeitung am Montag berichtet. «Es gelingt zu vielen Leuten, den Militärdienst zu umgehen», so Parmelin. Dies gefährde nicht nur den Personalbestand, sondern auch das Dienstpflichtprinzip und die Solidarität.

Parmelin erwartet von den jungen Schweizern, dass sie sich «in den Dienst unseres Landes stellen», und zwar «wann nötig und so lange wie nötig», notfalls auch unter Einsatz ihres Lebens. Zudem müsse die Gesellschaft dieses Engagement unterstützen und wertschätzen, nicht nur bei Volksabstimmungen, sondern auch mit ihrem persönlichen Engagement, sagte Parmelin.

Eine weitere Botschaft des Bundesrates war seine Erwartungen von der Armee. Sie müsse zum richtigen Zeitpunkt mit den richtigen Mitteln die erforderlichen Leistungen erbringen können. «Ich lege auf die Verfügbarkeit von Mitteln



gleich viel Wert wie auf die Leistungen selber», so Parmelin.

Weshalb keine freiwillige Miliz?

Auch die Anwesenden des der Zeitung nach gut besuchten Jubiläum-Anlasses nahm der 58-jährige Departementschef mit mahnenden Worten in die Pflicht: Man müsse gemeinsam dem Bürger vermitteln, «dass die Armee zu unserem Schutz da ist.»

Ob Parmelins Worte Schweizer Männer zurück in den Militärdienst treiben, ist fraglich. Reiner Eichenberger, Professor für Theorie der Wirtschafts- und Finanzpolitik an der Universität Freiburg (Schweiz), sagte in einem Interview mit der «SonntagsZeitung» vor rund einem Jahr, dass die Wehrpflicht ein Auslaufmodell ist. Für die Schweizer Armee gebe es deshalb nur eine sinnvolle Reform: die freiwillige Miliz. Eichenberger hatte 1991 im Auftrag der Schweizer Armee das Konzept einer freiwilligen Miliz entwickelt.

Offiziersgesellschaft Aarau

Bundesrat Guy Parmelin bemängelt beim Besuch im Aargau: «Es gelingt zu vielen, den Dienst zu umgehen»

von Nadja Rohner - az Aargauer Zeitung
17.9.2018 um 04:00 Uhr



Das Soldatenspiel trug die Landeshymne vor. Ehrensache, dass feierlich mitgesungen wird. Zuvorderst: Nationalrätin Corina Eichenberger (in Weiss), Bundesrat Guy Parmelin, Regierungsrätin Franziska Roth, Divisionär Hans-Peter Walser, Offiziersgesellschaftspräsident Reto Berli (v. l.).

© Alex Spichale



Das Soldatenspiel unter der Leitung von Leutnant Tobias Vogt

© Alex Spichale



National-, Gross-, Regierungs-, Stadt- und Einwohnerräte, hochrangige Militäranghörige von inner- und ausserhalb des Kantons kamen zur Feier.

© Alex Spichale



Divisionär Hans-Peter Walser.

© Alex Spichale



© Alex Spichale

1868 wurde die Offiziersgesellschaft Aarau gegründet. Seither haben hier viele hochrangige Militärangehörige ihre Karriere weitergebracht. Das gibt nach 150 Jahren Anlass zum Feiern – und ein Plädoyer für das Milizsystem.

Schade, ist die Alte Reithalle in Aarau noch nicht umgebaut. Sie wäre die perfekte Location gewesen für die 150-Jahr-Feier der Offiziersgesellschaft (OG) Aarau. «Die wohl einzige Offiziersgesellschaft, die mit Hans Herzog einen General zu ihren Gründungsmitgliedern zählen darf», sagte Bundesrat Guy Parmelin in seiner Rede im Kultur- und Kongresshaus. Der Verteidigungsminister hatte «meine spontane Einladung ebenso spontan und unkompliziert angenommen», wie Ruedi Suter, OK-Präsident der Jubiläumsfeier, erfreut feststellte. Der Bundesrat seinerseits befand, es sei ihm ein Vergnügen: «Sie sind gelebte Miliz!»

Die Gästeschar, die von einem Soldatenspiel unter Leutnant Tobias Vogt musikalisch empfangen wurde, wäre auch ohne bundesrätliche Beteiligung hochkarätig gewesen. National-, Gross-, Regierungs-, Stadt- und Einwohnerräte, hochrangige Militärangehörige von inner- und ausserhalb des Kantons kamen.

Der Präsident der OG Aarau, Reto Berli, deutete die grosse Zahl der Anwesenden als «Zeichen der Verbundenheit» gegenüber der Offiziersgesellschaft. «Es ist nicht selbstverständlich, dass es Offiziersgesellschaften noch heute in dieser Form und mit dieser stolzen Zahl an Mitgliedern gibt.» Er betonte: «Es ist mehr als ein Dabeisein – es ist ein Dazugehören.»

Roth: «Auf gutem Boden»

Die kantonale Militärdirektorin, Regierungsrätin Franziska Roth, befand in ihrer Rede, die Jubilarin wirke für ihre 150 Jahre «ausgesprochen frisch und vital». Weshalb? Erstens sei die Offiziersgesellschaft Aarau «auf gutem Boden gewachsen», denn: «Wer hat diesen Kanton gegründet? Ein Soldat. Vielleicht der grösste, den es je gegeben hat.» Diesem napoleonischen Erbe sei man treu geblieben. Ausserdem wisse die OG, wofür sie stehe; nämlich für «



Online-Ausgabe

Solothurner Zeitung
4501 Solothurn
032 624 74 74
www.solothurnerzeitung.ch

Medienart: Internet
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
UUpM: 746'000
Page Visits: 5'022'213

Auftrag: 3007490
Themen-Nr.: 330.003

Referenz: 70972246
Ausschnitt Seite: 6/6

Kameradschaft und militärische Sachkunde» sowie «vernünftiger und freiheitlicher Fortschritt».

Warum es die Offiziersgesellschaften braucht, erklärte Kantonalpräsident Ulrich Price: 1833 habe man die Schweizer Offiziersgesellschaft gegründet; dies mit der Idee, ausserdienstliche Fortbildung zu betreiben. «Damals gab es nur alle drei Jahre einen dreitägigen Wiederholungskurs. Die Vergessensquote war entsprechend enorm», sagte Price.

Divisionär Hans-Peter Walser, Kommandant der seit Kurzem in Aarau ansässigen Territorialdivision 2, überbrachte «die besten Wünsche der Armee» und blickte auf Aaraus Tradition als Garnisonsstadt zurück. Walser äusserte aber Bedauern darüber, dass das Ansehen und der Rückhalt der Armee in der Gesellschaft nicht mehr ganz so stark seien wie früher. Stichwort: Milizsystem. «Die personelle Alimentierung der Armee ist im heutigen Umfeld eine Herausforderung», so Walser. Es müsse wieder selbstverständlich werden, dass die verfassungsmässige Wehrpflicht gelebt werde, dass «junge Schweizer Militärdienst leisten» und «einstehen für eine sichere Schweiz, in der wir in Freiheit leben können».

Parmelin: «Kritische Phase»

Auch Bundesrat Guy Parmelin betonte, man befinde sich diesbezüglich in einer «kritischen Phase». Der Verteidigungsminister bemängelte: «Es gelingt zu vielen Leuten, den Militärdienst zu umgehen.» Das gefährde nicht nur den Personalbestand, sondern auch das Dienstpflichtprinzip und die Solidarität. Er erwarte, dass sich die jungen Schweizer «in den Dienst unseres Landes stellen», und zwar «wann nötig und so lange wie nötig», notfalls auch unter Einsatz ihres Lebens. Die Gesellschaft müsse dieses Engagement aber auch unterstützen und wertschätzen. Die wichtigste Voraussetzung für die Armee und das Milizsystem sei, dass die Bürger dahinterstehen: «Nicht nur bei Volksabstimmungen, sondern auch mit ihrem persönlichen Engagement.»

Parmelin sprach ausserdem über die allgemeine Lage: Sie sei «von Unsicherheit geprägt: Wir spüren, dass gewisse Entwicklungen falsch laufen, aber wir wissen noch nicht genau, wie wir ihnen begegnen können». Und er stellte klar, was er als Departementsvorsteher von der Armee erwarte: «Dass sie zum richtigen Zeitpunkt mit den richtigen Mitteln die erforderlichen Leistungen erbringen kann. Ich lege auf die Verfügbarkeit von Mitteln gleich viel Wert wie auf die Leistungen selber.» Und er nahm die Anwesenden in die Pflicht: Man müsse «gemeinsam dem Bürger vermitteln, dass die Armee zu unserem Schutz da ist», mahnte Parmelin.

Festschrift präsentiert

Die Redner erhielten nicht nur eine Rüeblitorte, sondern auch ein druckfrisches Exemplar der Festschrift als Dank. Diese wurde von Projektleiter Dieter Wicki mit Witz und Leidenschaft vorgestellt, indem er das Publikum mitnahm auf eine etappenweise Zeitreise zurück ins Gründungsjahr 1868.



Parmelin bemängelt Opferbereitschaft der Jungen

Der Bundesrat hat bei einem Besuch der Offiziersgesellschaft Aarau kritisiert, dass es zu vielen gelänge, «den Dienst zu umgehen».



Bundesrat Guy Parmelin dankt den Zuhörern für deren Einsatz. (Bild: Twitter/VBS)

Anlässlich der 150-Jahr-Feier der Offiziersgesellschaft (OG) Aarau vom letzten Samstag war auch Bundesrat Guy Parmelin eingeladen.

In seiner Rede im Kultur- und Kongresshaus bemängelte der Verteidigungsminister, dass ein Teil der jungen Schweizer keinen Militärdienst leisten wollen, wie die Aargauer Zeitung am Montag berichtet. «Es gelingt zu vielen Leuten, den Militärdienst zu umgehen», so Parmelin. Dies gefährde nicht nur den Personalbestand, sondern auch das Dienstpflichtprinzip und die Solidarität.

Parmelin erwartet von den jungen Schweizern, dass sie sich «in den Dienst unseres Landes stellen», und zwar «wann nötig und so lange wie nötig», notfalls auch unter Einsatz ihres Lebens. Zudem müsse die Gesellschaft dieses Engagement unterstützen und wertschätzen, nicht nur bei Volksabstimmungen, sondern auch mit ihrem persönlichen Engagement, sagte Parmelin.

Eine weitere Botschaft des Bundesrates war seine Erwartungen von der Armee. Sie müsse zum richtigen Zeitpunkt mit den richtigen Mitteln die erforderlichen Leistungen erbringen können. «Ich lege auf die Verfügbarkeit von Mitteln gleich viel Wert wie auf die Leistungen selber», so Parmelin.

Weshalb keine freiwillige Miliz?



Auch die Anwesenden des der Zeitung nach gut besuchten Jubiläum-Anlasses nahm der 58-jährige Departementschef mit mahnenden Worten in die Pflicht: Man müsse gemeinsam dem Bürger vermitteln, «dass die Armee zu unserem Schutz da ist.»

Ob Parmelins Worte Schweizer Männer zurück in den Militärdienst treiben, ist fraglich. Reiner Eichenberger, Professor für Theorie der Wirtschafts- und Finanzpolitik an der Universität Freiburg (Schweiz), sagte in einem Interview mit der «SonntagsZeitung» vor rund einem Jahr, dass die Wehrpflicht ein Auslaufmodell ist. Für die Schweizer Armee gebe es deshalb nur eine sinnvolle Reform: die freiwillige Miliz. Angesprochen hatte Parmelin das Thema nicht. Eichenberger hatte 1991 im Auftrag der Schweizer Armee das Konzept einer freiwilligen Miliz entwickelt. (TA/NN)

Erstellt: 17.09.2018, 08:53 Uhr

Parmelin bemängelt Opferbereitschaft der Jungen

Der Bundesrat hat bei einem Besuch der Offiziersgesellschaft Aarau kritisiert, dass es zu vielen gelänge, «den Dienst zu umgehen».



Bundesrat Guy Parmelin dankt den Zuhörern für deren Einsatz. (Bild: Twitter/VBS)

Anlässlich der 150-Jahr-Feier der Offiziersgesellschaft (OG) Aarau vom letzten Samstag war auch Bundesrat Guy Parmelin eingeladen.

In seiner Rede im Kultur- und Kongresshaus bemängelte der Verteidigungsminister, dass ein Teil der jungen Schweizer keinen Militärdienst leisten wollen, wie die «Aargauer Zeitung» am Montag berichtet. «Es gelingt zu vielen Leuten, den Militärdienst zu umgehen», so Parmelin. Dies gefährde nicht nur den Personalbestand, sondern auch das Dienstpflichtprinzip und die Solidarität.

Parmelin erwartet von den jungen Schweizern, dass sie sich «in den Dienst unseres Landes stellen», und zwar «wann nötig und so lange wie nötig», notfalls auch unter Einsatz ihres Lebens. Zudem müsse die Gesellschaft dieses Engagement unterstützen und wertschätzen, nicht nur bei Volksabstimmungen, sondern auch mit ihrem persönlichen Engagement, sagte Parmelin.

Eine weitere Botschaft des Bundesrats waren seine Erwartungen von der Armee. Sie müsse zum richtigen Zeitpunkt mit den richtigen Mitteln die erforderlichen Leistungen erbringen können. «Ich lege auf die Verfügbarkeit von Mitteln gleich viel Wert wie auf die Leistungen selber», so Parmelin.

Weshalb keine freiwillige Miliz?



Auch die Anwesenden des der Zeitung nach gut besuchten Jubiläum-Anlasses nahm der 58-jährige Departementschef mit mahnenden Worten in die Pflicht: Man müsse gemeinsam dem Bürger vermitteln, «dass die Armee zu unserem Schutz da ist».

Ob Parmelins Worte Schweizer Männer zurück in den Militärdienst treiben, ist fraglich. Reiner Eichenberger, Professor für Theorie der Wirtschafts- und Finanzpolitik an der Universität Freiburg (Schweiz), sagte in einem Interview mit der «SonntagsZeitung» vor rund einem Jahr, dass die Wehrpflicht ein Auslaufmodell sei. Für die Schweizer Armee gebe es deshalb nur eine sinnvolle Reform: die freiwillige Miliz. Angesprochen hatte Parmelin das Thema nicht. Eichenberger hatte 1991 im Auftrag der Schweizer Armee das Konzept einer freiwilligen Miliz entwickelt. (TA/NN)

Erstellt: 17.09.2018, 08:53 Uhr

Parmelin bemängelt Opferbereitschaft der Jungen

Der Bundesrat hat bei einem Besuch der Offiziersgesellschaft Aarau kritisiert, dass es zu vielen gelänge, «den Dienst zu umgehen».



Bundesrat Guy Parmelin dankt den Zuhörern für deren Einsatz. (Bild: Twitter/VBS)

Anlässlich der 150-Jahr-Feier der Offiziersgesellschaft (OG) Aarau vom letzten Samstag war auch Bundesrat Guy Parmelin eingeladen.

In seiner Rede im Kultur- und Kongresshaus bemängelte der Verteidigungsminister, dass ein Teil der jungen Schweizer keinen Militärdienst leisten wollen, wie die «Aargauer Zeitung» am Montag berichtet. «Es gelingt zu vielen Leuten, den Militärdienst zu umgehen», so Parmelin. Dies gefährde nicht nur den Personalbestand, sondern auch das Dienstpflichtprinzip und die Solidarität.

Parmelin erwartet von den jungen Schweizern, dass sie sich «in den Dienst unseres Landes stellen», und zwar «wann nötig und so lange wie nötig», notfalls auch unter Einsatz ihres Lebens. Zudem müsse die Gesellschaft dieses Engagement unterstützen und wertschätzen, nicht nur bei Volksabstimmungen, sondern auch mit ihrem persönlichen Engagement, sagte Parmelin.

Eine weitere Botschaft des Bundesrats waren seine Erwartungen von der Armee. Sie müsse zum richtigen Zeitpunkt mit den richtigen Mitteln die erforderlichen Leistungen erbringen können. «Ich lege auf die Verfügbarkeit von Mitteln gleich viel Wert wie auf die Leistungen selber», so Parmelin.

Weshalb keine freiwillige Miliz?



Auch die Anwesenden des der Zeitung nach gut besuchten Jubiläum-Anlasses nahm der 58-jährige Departementschef mit mahnenden Worten in die Pflicht: Man müsse gemeinsam dem Bürger vermitteln, «dass die Armee zu unserem Schutz da ist».

Ob Parmelins Worte Schweizer Männer zurück in den Militärdienst treiben, ist fraglich. Reiner Eichenberger, Professor für Theorie der Wirtschafts- und Finanzpolitik an der Universität Freiburg (Schweiz), sagte in einem Interview mit der «SonntagsZeitung» vor rund einem Jahr, dass die Wehrpflicht ein Auslaufmodell sei. Für die Schweizer Armee gebe es deshalb nur eine sinnvolle Reform: die freiwillige Miliz. Angesprochen hatte Parmelin das Thema nicht. Eichenberger hatte 1991 im Auftrag der Schweizer Armee das Konzept einer freiwilligen Miliz entwickelt. (TA/NN)

Erstellt: 17.09.2018, 08:53 Uhr

Niederlenz

Gedenkfeier im Wald zur Erinnerung an eine schwere Zeit

von HANS-PETER WIDMER (Text und Foto) - az Aargauer Zeitung
16.9.2018 um 16:40 Uhr



Der Präsident der Aargauischen Offiziersgesellschaft, Oberstleutnant Ulrich Price und Regierungsrätin Franziska Roth legten einen Blumenkranz nieder.

© Hans Peter Widmer

Die Aargauische Offiziersgesellschaft erinnerte am Betttag mit einer Gedenkfeier beim geografischen Mittelpunkt des Kantons, im Wald von Niederlenz, an den vor 100 Jahren beendeten Ersten Weltkrieg.

Der besinnliche Anlass machte bewusst, wie viel Sorgen, Leid und Trauer die Kriegsjahre 1914–1918 mit dem anschliessenden Landesstreik und einer todbringenden Grippeepidemie der Schweizer Bevölkerung und Armee brachten. Der Windischer Historiker und ehemalige SVP-Grossrat Jürg Stüssi-Lauterburg schilderte in einer eindringlichen Ansprache die Ereignisse und ihre Folgen.

Vom Krieg zum Streik

Die Grenzbesetzung 1914–1918 war schwierig. Für die 250 000 Soldaten der Feldarmee sowie die 200 000 Hilfsdienstpflichtigen und ihre Familien gab es damals keine Verdienstausschüttung. Hilfswerke wie der von Else Spiller 1914 gegründete Schweizer Verband Soldatenwohl und Truppenkassen versuchten das Schlimmste zu mildern. Von Frauen geführte Soldatenstuben setzten preiswerte, gesunde Kost ungesunder Verpflegung und verbreitetem Alkoholkonsum entgegen.



Online-Ausgabe

Aargauer Zeitung
5001 Aarau
058/ 200 53 71
www.aargauerzeitung.ch

Medienart: Internet
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
UUpM: 746'000
Page Visits: 5'022'213

Auftrag: 3007490
Themen-Nr.: 330.003

Referenz: 70972252
Ausschnitt Seite: 2/2

Die Verdoppelung der Konsumentenpreise, eine Lebensmittelverknappung und der Lohnausfall lösten damals in der Schweiz soziale Spannungen aus. Sie entluden sich, angeheizt durch politische Agitation, in Krawallen und im Landesstreik 1918. Es gab Tote. Lange blieben die Gräben offen.

Die politische Stimmung habe sich erst gebessert, erklärte Jürg Stüssi-Lauterburg, als weitsichtige Politiker wie der Aargauer SP-Nationalrat Arthur Schmid senior und der BGB-Bundesrat Rudolf Minger 1930 aufeinander zugegangen seien. Schliesslich wurde auch der einst zu vier Wochen Gefängnis verurteilte sozialdemokratische Landesstreikaktivist Ernst Nobs 1943 in den Bundesrat gewählt.

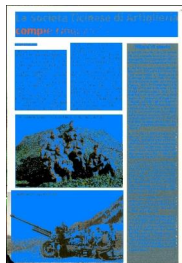
Das grosse Sterben

Als ob der Sorgen nicht genug gewesen wären, brach auch in der Schweiz die Spanische Grippe aus. Daran starben zwischen Juli 1918 und Juni 1919 mehr als 24 000 Menschen. Er sei als Windischer Gemeinderat von 1986 bis 1993 zahlreichen achtzig- bis hundertjährigen Mitbürgern begegnet, berichtete Jürg Stüssi, die ihm als Zeitzeugen unvergessliche Erlebnisse aus dieser Grippezeit anvertraut hätten. Oft übernahmen Frauen die Krankenpflege – nicht wenige bezahlten diese Aufopferung mit dem eigenen Leben.

Die Feier stand unter dem Patronat der kantonalen Sozialministerin und Militärdirektorin Franziska Roth. Am symbolischen Ort in der Kantonsmitte und am sinnstiftenden Dank-, Buss- und Betttag wurde mit Respekt der Heldinnen und Helden des Alltags von damals gedacht, die in der Not der Kriegs- und Nachkriegsjahre Grosses geleistet hatten. Der Feldprediger Samuel Schmid gab der Dankbarkeit in einem Gebet Ausdruck und sprach die Hoffnung aus, dass unser Land künftige Herausforderungen solidarisch meistern möge.

Blumenkranz niedergelegt

Vertreten waren am Gedenkanlass ungefähr 70 Personen sowie Fahnendelelegationen der regionalen Offiziersgesellschaften und eine berittene Dreiergruppe der historischen Kavallerie-Schwadron 1972. Regierungsrätin Franziska Roth und der Präsident der Aargauischen Offiziersgesellschaft, Oberstleutnant Ulrich Price, legten zu der von Aarauern Turmbläsern gespielten Melodie «Ich hatt' einen Kameraden» am Gedenkstein in der Kantonsmitte einen Blumenkranz nieder.



La Società Ticinese di Artiglieria compie cinquant'anni

DI **GIORGIO PIONA**

► Domenica 27 maggio il Museo Forte Mondascia ha ospitato una giornata conviviale indetta per celebrare i cinquant'anni della Società Ticinese di Artiglieria (STA), sodalizio presieduto dal maggiore Luca Cattaneo. Dopo un momento di riflessione in ricordo di Santa Barbara, patrona degli artiglieri, il programma è proseguito con i discorsi ufficiali e il pranzo in comune. La Società Ticinese di Artiglieria fu costituita nel 1968 per iniziativa del colonnello Colombi (rgt art 9), del maggiore SMG Rosa (gr can. pes. 49) e del maggiore Besomi (gr. fort. 9). Il primo presidente fu il capitano Luigi Pini. Oggi la STA ha 130 soci. Collabora con la Società Ticinese degli Ufficiali, con la Società Svizzera di Artiglieria e altre associazioni. Si è adoperata nella con-

servazione e nel restauro – tuttora in corso – dell'opera A8154 di Mairano, *bunker* in calcestruzzo, armato da un obice 10.5 cm. «La nostra associazione – dice il maggiore Luca Cattaneo – nasce con lo spirito di tramandare la memoria storica dell'arma che in cento anni ha formato ufficiali, sottufficiali e soldati». Degno di nota il mantenimento del Gruppo di artiglieria 49 (gr. art. 49), il mitico *Quarantanöv* che dall'inizio del 2018 è comandato dal maggiore Smg Francesco Galli. L'artiglieria è la più importante arma di sostegno per la fanteria e per le formazioni meccanizzate di combattimento. Alla STA possono aderire, senza distinzione di grado, tutti i militari ticinesi che hanno servito nell'artiglieria. Informazioni: cap. Gregory Bronz, Via Valegia 24, 6926 Montagnola, info.sta@bluewin.ch, art.fort9@gmail.com.

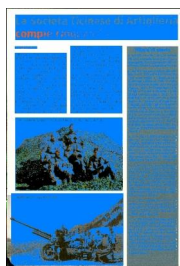
Esercitazione del Gruppo Fortezza 9 sul Passo del San Bernardino nel 1983.





La Turrta
6600 Locarno
091/ 751 63 36
www.editore.ch

Medienart: Print
Medientyp: Spezial- und Hobbyzeitschriften
Auflage: 9'000
Erscheinungsweise: monatlich



Seite: 45
Fläche: 54'070 mm²

Auftrag: 3007490
Themen-Nr.: 330.003

Referenz: 70956890
Ausschnitt Seite: 2/2

SR Artiglieria Fortezza Airolo (1966).



Pillole di storia

- ▶ Nel 1904 l'Esercito si dotò del cannone 7,5 cm a tiro rapido, montato su affusto a deformazione (72 batterie a quattro pezzi sostituirono 56 batterie a sei pezzi, calibro 8,4).
- ▶ Nel 1912 entrarono in uso gli obici calibro 12 e nel 1916 quelli calibro 15. Dal 1870 l'alzo venne regolato in millesimi, secondo la proposta avanzata nel 1864 dal capitano vodese Charles Dapples, che aveva pure suggerito l'adozione del metro. Poco mobile, l'artiglieria di posizione assicurava la difesa di luoghi provvisoriamente fortificati (Morat, Hauenstein) con vecchi pezzi che in precedenza erano appartenuti all'artiglieria da campagna. Dal 1885 sugli assi di comunicazione di importanza strategica furono costruite fortificazioni permanenti, pure dotate di pezzi che facevano parte del materiale

dell'artiglieria da campagna. Dal 1891 queste fortificazioni furono munite di casematte blindate. Progettate dal colonnello Julius Meyer, erano trasferibili all'esterno su rotaie Decauville.

- ▶ Tra il 1916 e il 1935 il Dipartimento militare non introdusse nuovi materiali per l'artiglieria. Nel 1935 ebbe inizio la fabbricazione su licenza di cannoni da campagna calibro 10,5 cm (nel 1939 furono prodotte 214 canne) e di pezzi da montagna prodotti dalla ditta svedese Bofors. Dopo il 1945 le ordinazioni di obici calibro 10,5 e 15 cessarono.

- ▶ Nel secondo dopoguerra l'artiglieria da campagna, ancora parzialmente affidata al traino animale, fu completamente motorizzata. Ulteriori progressi furono compiuti grazie al programma di armamento varato nel 1968, che comprendeva l'acquisto di obici blindati americani M-109 calibro 15,5

Questi assicuravano una maggiore mobilità e la protezione dei cannonieri anche contro le armi nucleari e chimiche.

- ▶ Nel 1986 l'artiglieria da fortezza fu potenziata con l'acquisto di lanciamine a due canne calibro 12 e la costruzione di monoblocchi in cemento armato attrezzati con moderni pezzi calibro 15,5.

- ▶ Nel 1995 le truppe di montagna disponevano di artiglieria trainata, mentre quelle di campagna (fanteria e reparti meccanizzati) erano dotate di 400 obici blindati con una gittata di 25 chilometri, più volte modernizzati. L'elettronica e l'informatica hanno permesso di aumentare la velocità di fuoco, ma l'artiglieria svizzera non si è ancora dotata di lanciarazzi multipli e di missili, le sole armi in grado di colpire obiettivi situati a un centinaio di chilometri.